



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 17 du 30 juin 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- . sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- . aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 30 juin 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	755
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	755
Arrêté du 16 juin 2011 portant modification statutaire du Syndicat Intercommunal pour le Ramassage et le Traitement des Ordures Ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy.....	755
Arrêté du 16 juin 2011 portant dissolution du Syndicat Intercommunal de Transports d'Élèves de Cosnes-et-Romain, Gorcy, Ville-Houdlemont et Saint-Pancré.....	755
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	756
CABINET.....	756
Service interministériel de défense et de protection civile.....	756
Arrêté n° 263/2011/SIDPC du 23 juin 2011 fixant la liste des communes exposées à un risque ou plusieurs risques majeurs et pour lesquelles s'applique le droit à l'information du public.....	756
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	762
Bureau des réglementations.....	762
Arrêté du 16 juin 2011 portant nomination de membres de jury de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi.....	762
Arrêté du 17 juin 2011 autorisant la création d'une chambre funéraire à BACCARAT (54120).....	762
Dossier n° 2008/4744 - Arrêté du 17 juin 2011 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LAXOU.....	763
Dossier n° 2011/0216 - Arrêté du 29 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY.....	763
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	764
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	764
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	764
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-037 en date du 16 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité d'écrans motocycliste sur la RN 4, au PR 35+000 et PR 38+800.....	764
Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-038 en date du 16 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la RN 52, du PR 17+650 au PR 22+180.....	766
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	772
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	772
Etablissements de santé.....	772
Arrêté ARS-DT 54 N° 65/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	772
Arrêté ARS-DT 54 N° 66/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	773
Arrêté ARS-DT 54 N° 67/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	774
Arrêté ARS-DT 54 N° 68/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	774
Arrêté ARS-DT 54 N° 69/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	775
Arrêté ARS-DT 54 N° 70/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	775
Arrêté ARS-DT 54 N° 71/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	776
Arrêté ARS-DT 54 N° 72/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	777
Arrêté ARS-DT 54 N° 73/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	777
Arrêté ARS-DT 54 N° 74/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	778
Arrêté ARS-DT 54 N° 75/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	779
Arrêté ARS-DT 54 N° 76/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	779
Etablissements et services pour personnes âgées.....	780
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 247 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 202 du 22 juin 2011 portant transfert à la société par actions simplifiée « Les Jardins de la Vire » de l'autorisation de création de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à VILLE-HOUDLEMONT précédemment accordée à l'association HOSPITALOR.....	780
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	781
Arrêté n° 2011-225 en date du 9 juin 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile.....	781
Arrêté n° 2011-234 en date du 16 juin 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 -territoire de santé de Meurthe-et-Moselle.....	782
DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE.....	784
Arrêté n° 2011/230 du 14 juin 2011 portant établissement de la liste des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique pour les départements de la région Lorraine.....	784
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	786
Produits de santé et biologie.....	786
Arrêté n° 2011-227 du 10 juin 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « SYNDIBIO » sise 9 Quai Victor Hugo - 55000 BAR-LE-DUC, enregistrée sous le n° 55-19.....	786
SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	787
Arrêté n° 242/2011 en date du 21 juin 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen et de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL).....	787
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE.....	787
Décision du 20 juin 2011 de fermeture définitive d'un débit de tabac à VANDOEUVE-LES-NANCY (54500).....	787
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	788
Arrêté n° 25/2011 du 24 juin 2011 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	788
Arrêté n° 26/2011 du 24 juin 2011 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	788
Arrêté n° 30/2011 du 24 juin 2011 portant délégation de signature de Monsieur Serge LEROY en matière d'actions d'inspection de la législation du travail.....	789
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	792
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	792
Arrêté DDT/AF/Association foncière/2011/279, du 7 juin 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'IGNEY.....	792

Décision du 16 juin 2011 de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, fixant pour la campagne 2011 la deuxième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier	792
Arrêté n° 285 du 24 juin 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée d'URUFFE	792
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/288, du 24 juin 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de REMEREVILLE	793
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES	793
Arrêté d'approbation du 31 mai 2011 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de BAINVILLE-SUR-MADON, CEINTREY, HAROUÉ, LEMAINVILLE, PIERREVILLE, PONT-SAINT-VINCENT, VOINÉMONT, XEUILLEY et XIROCOURT	793
Arrêté d'approbation du 10 juin 2011 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de CONS-LA-GRANDVILLE	794
Arrêté modificatif 2011/DTT 54/ADUR/07 du 14 juin 2011 autorisant le remembrement et l'aménagement des terrains situés à LUCEY au lieu-dit "Les Grands Meix"	794
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE	795
Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-201-023 du 22 juin 2011 portant agrément de la SARL RICHARD – agence de MEXY pour la réalisation des vidanges et la prise en charge du transport jusqu'à l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif	795
HABITAT	796
Convention du 14 juin 2011 entre l'Etat et la Communauté Urbaine du Grand Nancy de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement, en application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	796
Convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation	797
Convention du 14 juin 2011 pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Communauté urbaine du Grand Nancy et l'Agence Nationale de l'Habitat (gestion des aides par l'Anah - instruction et paiement)	804
SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST	809
Arrêté du 17 juin 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique	809
AUTRES SERVICES	809
GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	809
Arrêté du 16 juin 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. le Colonel Francis PACCAGNINI, Commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle	809
AVIS ET COMMUNICATIONS	809
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	809
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES	809
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES	809
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53027 du 27 juin 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HEILLECOURT	809
AUTRES SERVICES	810
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	810
Avis de recrutement sans concours de 5 adjoints administratifs hospitaliers de 2° classe au centre psychothérapique de Nancy Laxou	810
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE	810
Avis de concours sur titres du 14 juin 2011 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière	810
Avis de concours interne sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement de cadres de santé filière infirmière	810
Avis de concours externe sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement d'un cadre de santé filière infirmière	811
Avis de concours interne sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement d'un cadre de santé, filière médico-technique	811

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****Arrêté du 16 juin 2011 portant modification statutaire du Syndicat Intercommunal pour le Ramassage et le Traitement des Ordures Ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et suivants;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010;

VU l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1973 portant création du Syndicat Intercommunal pour le Ramassage et le Traitement des Ordures Ménagères du secteur de Briey, vallée de l'Orne et Jarnisy (SIRTOM du Jarnisy);

VU la délibération du 23 février 2011 du conseil syndical du SIRTOM du Jarnisy décidant de la modification de l'article 9 de ses statuts;

VU la notification aux collectivités membres le 22 mars 2011;

VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux et syndicaux des collectivités membres, à savoir :

- BATILLY, le 15 avril 2011 ;

- MAIRY-MAINVILLE, le 18 avril 2011 ;

- SAINT-AIL, le 1 avril 2011 ;

- TUCQUEGNIEUX, le 25 mai 2011 ;

- Communauté de Communes du Jarnisy, le 21 avril 2011 ;

- Communauté de Communes du Pays de Briey, le 20 avril 2011 ;

- Communauté de Communes du pays Audunois, le 18 avril 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.43 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY; CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte;

ARRETE

Article 1er : La modification de l'article 9 des statuts du SIRTOM du Jarnisy est autorisée comme suit :

« Article 9 : Siège - Le siège du syndicat est fixé au 10 rue Mozart, 54800 JARNY ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président du SIRTOM du Jarnisy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Briey, le 16 juin 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Arrêté du 16 juin 2011 portant dissolution du Syndicat Intercommunal de Transports d'Élèves de Cosnes-et-Romain, Gorcy, Ville-Houdlemont et Saint-Pancré

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5212-33;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010;

VU l'arrêté préfectoral du 24 août 1961 portant création du Syndicat Intercommunal de Transports d'Élèves de Cosnes-et-Romain, Gorcy, Ville-Houdlemont et Saint-Pancré (SITE);

VU la délibération du 06 avril 2011 du conseil syndical du SITE proposant la dissolution du syndicat et décidant de la répartition du solde du syndicat;

VU les délibérations du 13 et 15 avril 2011 des conseils municipaux de VILLE-HOUDLEMONT et COSNES-ET-ROMAIN actant de la demande de dissolution du SITE;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.43 du 28 février 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY;

CONSIDERANT que, suite à la reprise de la compétence « transport scolaire » par le Conseil Général de Meurthe-et-Moselle à compter de la rentrée scolaire 2010, le syndicat n'a plus d'objet et peut être dissous de plein droit dans le respect des conditions édictées par l'article L.5212-33 du code général des collectivités territoriales;

ARRETE

Article 1er : Le Syndicat Intercommunal de Transports d'Élèves de Cosnes-et-Romain, Gorcy, Ville-Houdlemont et Saint-Pancré est dissous.

Article 2 : L'actif du syndicat est réparti entre les communes membres, au prorata des élèves, comme suit :

COMMUNES	Nombre d'élèves	Total
COSNES-ET-ROMAIN	136	1 469,92 €
GORCY	138	1 491,53 €
SAINT-PANCRE	28	302,53 €
VILLE-HOUDLEMONT	15	162,12 €

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président du SITE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressé à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Briey, le 16 juin 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Service interministériel de défense et de protection civile

Arrêté n° 263/2011/SIDPC du 23 juin 2011 fixant la liste des communes exposées à un risque ou plusieurs risques majeurs et pour lesquelles s'applique le droit à l'information du public

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-2 et R 125-10;

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques, pris en application de l'art. L.125-2 du code de l'environnement et modifié par le décret n°2004-554 du 9 juin 2004;

VU les décrets n° 2010-1254 et 1255 relatifs à la prévention du risque sismique et aux nouvelles zones de sismicité;

VU l'arrêté préfectoral n° 1 du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : La liste des communes du département de Meurthe-et-Moselle exposées à un ou plusieurs risques majeurs et pour lesquelles doit s'appliquer le droit à l'information du public, conformément à l'article n° 90-918 du 11 octobre 1990 modifié par le décret n°2004-554 du 9 juin 2004, est annexée au présent arrêté.

Cette liste sera actualisée à chaque changement significatif et arrêtée tous les ans.

Article 2 : L'ensemble des informations sur les risques majeurs auxquels sont susceptibles d'être exposées les communes visées à l'article 1er du présent arrêté est consigné dans le dossier départemental des risques majeurs établi par le préfet.

Ce dossier est librement consultable et téléchargeable sur le site internet de la préfecture ainsi qu'en mairie.

Article 3 : Les services de l'Etat et les maires concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 23 juin 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,
Frédéric BERNARDO

INSEE	Commune	PPR				PPI	Zone sisme F = faible M = modéré	Cavi- tés	Chute de blocs M = moyen F = fort
		Inon- dation	Mouvt terrain	Mi- nier	Tech- no				
54002	Abbeville les Conflans							X	
54005	Affracourt								
54007	Aingeray	X						X	M
54008	Allain							X	
54011	Allondrelle la Malmaison								M
54014	Ancerviller						F		
54015	Anderny			X				X	
54016	Andilly							X	
54017	Angomont						F		M
54018	Anoux							X	
54022	Arnaville	X				X		X	
54025	Art-sur-Meurthe	X				X			
54027	Atton	X							M
54028	Auboué	X		X	X			X	
54031	Autreville-sur-Moselle	X	X					X	
54032	Autrey								
54036	Avril							X	
54038	Azerailles	X				X	F	X	
54039	Baccarat	X				X	F		
54040	Badonviller						F		
54042	Bainville-aux-Miroirs	X							
54043	Bainville-sur-Madon	X						X	F
54044	Barbas						F	X	
54045	Barbonville	X				X			
54054	Bayon	X							
54055	Bayonville/Mad					X		X	F
54059	Belleau							X	
54060	Belleville	X						X	F

54062	Benney	X							
54065	Bertrichamps	X				X	F		
54066	Bettainvillers			X				X	
54064	Bertrambois						F		
54067	Beuveille							X	
54072	Bezaumont	X							
54073	Bicqueley	X						X	
54075	Bionville						M		
54076	Blainville-sur-l'Eau	X				X			
54077	Blamont						F		
54079	Blénod-lès-Pont-à-Mousson	X						X	
54081	Boismont							X	
54082	Boncourt	X							
54084	Mont-Bonvillers			X					
54086	Boucq								M
54087	Bouillonville					X		X	F
54090	Bouxières-aux-Dames	X				X			
54094	Bralleville								
54096	Bréhain la ville			X					M
54097	Bréménil						F		
54099	Briey			X				X	F
54100	Brin/Seille							X	
54101	Brouville						F		
54109	Ceintrey	X						X	
54110	Cerville				X				
54111	Chaligny	X	X						
54112	Chambley/Bussièrès							X	
54114	Champey-sur-Moselle	X							
54115	Champigneulles	X				X		X	
54116	Chanteheux					X			
54118	Charency-Vezin	X						X	
54119	Charey							X	
54120	Charmes la côte							X	
54122	Chaudeney-sur-Moselle	X							
54123	Chavigny		X					X	
54125	Chenevières	X				X		X	
54127	Chenières								M
54128	Choloy-Menillot				X				
54129	Cirey/Vezouze						F		
54134	Colmey							X	
54135	Colombey les belles							X	
54136	Conflans-en-Jarnisy	X		X					
54137	Cons-la-Grandville	X						X	
54138	Cosnes et Romain			X				X	M
54140	Courcelles							X	
54143	Crepey							X	M
54144	Crévéchamps	X							
54145	Crévic			X		X		X	
54146	Crézilles							X	
54148	Croismare					X			
54149	Crusnes			X					M
54150	Custines	X				X			F
54151	Cutry	X							
54152	Damelevières	X				X			
54154	Deneuvre	X				X	F	X	
54157	Dieulouard	X				X		X	

54159	Dombasle-sur-Meurthe	X		X					
54161	Domèvre/Vezouze						F		
54164	Dommarie-Eulmont								F
54167	Dommartin-lès-Toul	X						X	
54169	Domprix			X					
54174	Ecrouves				X				
54176	Einville au jard							X	
54181	Errouville			X					
54182	Essey et Maizerais					X			
54183	Essey-la-Côte						F		
54184	Essey les Nancy					X		X	
54185	Etreval								M
54186	Eulmont							X	
54187	Euvezin					X			
54188	Faulx							X	
54189	Favières							X	
54190	Fécocourt								M
54191	Fenneviller						F		
54194	Fillières							X	
54196	Flavigny-sur-Moselle	X	X						
54199	Flin	X				X			
54201	Fontenoy-la-Joûte						F		
54202	Fontenoy-sur-moselle	X	X						
54205	Foug				X				
54206	Fraimbois	X				X			
54207	Fraisnes en Saintois							X	
54211	Frémonville						F		
54215	Frouard	X	X			X		X	M
54217	Gélacourt	X				X	F		
54220	Gémonville							X	
54222	Gerbéviller	X							
54223	Germiny							X	
54227	Giraumont	X		X					
54229	Glonville	X				X	F		
54230	Gogney							X	
54232	Gondreville	X			X			X	
54236	Grand Faily							X	
54238	Grippport	X							
54228	Giriviller						F		
54230	Gogney						F		
54243	Hablainville						F		
54246	Halloville						F		
54250	Haraucourt			X					
54251	Harbouey						F		
54252	Haroué	X							
54253	Hatrize	X		X					
54254	Haucourt Moulaine			X					
54256	Haussonville	X							
54259	Herbeviller						F		
54260	Hériménil	X				X			
54261	Herserange			X					
54263	Homécourt	X		X					
54265	Houdemont		X						
54270	Hussigny-Godbrange			X				X	F
54271	Igney							X	
54273	Jarny	X		X					

54274	Jarville-la-Malgrange	X				X			
54275	Jaulny					X		X	M
54277	Jeandelize	X							
54279	Jezainville							X	
54280	Joeuf	X		X					F
54281	Jolivet	X				X			
54284	Joudreville			X					
54286	Labry	X		X					
54287	Lachapelle	X				X	F		
54288	Lagney							X	
54292	Lamath					X			
54295	Landres			X					
54296	Laneuvelotte				X				
54300	Laneuveville-devant-Nancy	X		X		X			
54303	Laronxe	X				X			
54304	Laxou							X	M
54305	Lay-Saint-Christophe	X				X			
54309	Lemainville	X							
54311	Lenoncourt			X		X			
54314	Lexy	X		X					
54316	Limey Reménauville							X	
54317	Lironville							X	
54318	Liverdun	X	X			X		X	F
54320	Loisy	X							
54321	Longlaville	X		X					
54322	Longuyon	X						X	
54323	Longwy	X		X					M
54324	Lorey	X							
54328	Ludres		X		X			X	
54329	Lunéville	X				X			
54331	Magnières						F		
54334	Mairy-Mainville			X					
54335	Maixe							X	
54339	Malzéville	X				X		X	
54340	Mamey							X	
54341	Mance							X	
54342	Mancieulles			X					
54344	Mangonville	X							
54348	Manonville							X	
54351	Marbach	X	X					X	
54352	Maron	X	X					X	M
54354	Marthémont							X	
54355	Martincourt							X	F
54356	Mattexey						F		
54357	Maxéville	X				X		X	
54362	Mercy le bas							X	
54363	Mercy le haut							X	
54364	Méréville	X	X						
54365	Merviller					X	F		
54366	Messein	X	X						
54367	Mexy			X				X	M
54368	Migneville						F		
54369	Millery	X						X	
54371	Moineville	X		X	X				
54373	Moncel-lès-Lunéville	X				X			
54375	Montauville							X	

54377	Montigny						F		
54378	Montigny/Chiers							X	
54381	Montreux						F		
54382	Mont-saint-Martin	X		X					
54383	Mont-sur-Meurthe	X				X			
54385	Mortfontaine							X	
54390	Mousson								M
54391	Moutiers			X	X				M
54392	Moutrot							X	
54393	Moyen							X	
54394	Murville							X	
54395	Nancy	X				X		X	
54396	Neufmaisons					X	F		
54397	Neuves-Maisons	X	X						
54398	Neuviller-lès-Badonviller						F		
54399	Neuviller-sur-Moselle	X						X	
54401	Nonhigny						F		
54402	Norroy le sec							X	
54405	Ochey							X	
54408	Olley	X							
54410	Onville					X			
54411	Ormes-et-Ville	X							
54415	Pagny-sur-Moselle	X				X		X	
54416	Pannes					X			
54419	Parux						F		
54421	Petitmont						F		
54422	Pettonville						F		
54423	Pexonne					X	F		
54425	Piennes			X					
54426	Pierre-la-Treiche	X						X	
54427	Pierre-Percée					X	F		F
54429	Pierreville	X							
54430	Pompey	X	X			X		X	
54431	Pont-à-Mousson	X						X	
54432	Pont-Saint-Vincent	X	X					X	M
54435	Prency							X	F
54439	Pulnoy				X				
54440	Puxe	X							
54442	Quévilloncourt							X	
54443	Raon-lès-leau						M		
54447	Réclonville						F		
54449	Rehainviller	X				X			
54450	Reherrey						F		
54451	Rehon	X		X				X	F
54453	Rembercourt/Mad					X		X	
54458	Repaix						F		
54459	Richardménil	X	X						
54460	Rogeville							X	
54462	Rosières-aux-Salines	X		X		X			M
54465	Roville-devant-Bayon	X							
54471	Saint-Boingt						F		
54472	Saint-Clément	X				X			
54484	Sainte-Pôle						F		
54478	Saint-Marcel							X	
54476	Saint-Mard	X							
54479	Saint-Max	X				X			

54481	Saint-Maurice-aux-Forges					F		
54482	Saint-Nicolas-de-Port	X		X	X			
54483	Saint-Remimont	X						
54487	Saint-Remy-aux-bois					F		
54488	Saint-Sauveur					F		
54491	Sancy			X				
54493	Saulnes			X				F
54498	Seichamps				X			
54504	Serrouville			X				
54486	Sexey-aux-Forges	X	X					
54491	Sommerviller	X		X	X			
54512	Tanconville					F		
54505	Thierville-sur-Meurthe	X			X	F		
54518	Thiaucourt-Regnieville				X			
54509	Thil			X				
54523	Thuilley aux groseilles						X	
54525	Tiercelet			X			X	
54519	Tomblaine	X			X		X	
54521	Tonnoy	X						
54526	Toul	X			X		X	
54529	Tramont Emy						X	
54527	Trieux			X				
54528	Tucquegnieux			X			X	
54537	Ugny						X	
54539	Vacqueville					F		
54540	Val et Châtillon					F		M
54533	Valleroy	X		X	X			
54543	Vallois					F		
54544	Vandelainville				X			M
54545	Vandeleuille							M
54546	Vandières	X						
54549	Varangéville	X		X	X			
54550	Vathiménil	X			X		X	
54547	Vandoeure les Nancy						X	
54555	Vaxainville					F	X	
54558	Velaine/Amance				X		X	
54553	Velle-sur-Moselle	X						
54560	Veney					F		
54561	Vennezey					F		
54562	Verdenal					F		
54565	Vigneulles	X			X			
54566	Vilcey/Trey						X	
54570	Villecey/Mad				X			
54568	Ville-au-Montois			X				M
54559	Villerupt			X				
54578	Villers les Nancy						X	
54579	Villers sous Prény						X	
54580	Villerupt						X	F
54583	Villey-le-Sec	X					X	
54584	Villey-Saint-Etienne	X			X		X	M
54583	Virecourt	X						
54586	Viterne						X	
54588	Vitrimont				X			
54589	Vittonville	X	X					
54590	Viviers-sur-Chiers						X	
54589	Voinémont	X						

54592	Vroncourt						X	
54593	Waville		X			X	X	M
54594	Xammes						X	
54595	Xermaménil					X		
54596	Xeuilley	X						
54597	Xirocourt	X						

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
Bureau des réglementations

Arrêté du 16 juin 2011 portant nomination de membres de jury de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports codifiant la loi 95-66 du 20 01 1995 modifiée relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements

VU l'article 4 du décret n°95-935 du 17 août 1995 portant application de la loi n° 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi

VU les articles 13 et 14 de l'arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi

VU les arrêtés préfectoraux du 28 février 2006, 16 mai 2007 et 22 septembre 2010 fixant la composition des membres du jury d'examen de taxi en Meurthe-et-Moselle

VU l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2010 fixant les dates de la session 2011 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi organisée dans le département de Meurthe-et-Moselle

VU la désignation de représentants de la chambre des métiers par le Président de la chambre des métiers de Meurthe-et-Moselle le 8 mars 2011, en qualité de membres du jury d'examen de taxi

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er : Les arrêtés préfectoraux du 28 février 2006, 16 mai 2007 et 22 septembre 2010 sont abrogés.

Article 2 : A compter de la session 2011 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, sont nommés en qualité de membres du jury, placés sous la présidence du préfet de Meurthe-et-Moselle ou de son représentant :

Au titre de représentants de l'administration :

- Le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant
- La directrice départementale de la protection des populations ou son représentant

Au titre de représentants des chambres consulaires

- au titre de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Meurthe-et-Moselle, Yves SCHULTZ ou en son absence, un représentant du président de la CCI

- au titre de la chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle, Jean-Pierre VAUDEVIRE, artisan-taxi ou en son absence Francis MANDERIOLO, artisan-taxi.

Article 3 : Le jury peut se faire assister de correcteurs de son choix placés sous son autorité et sa responsabilité.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux intéressés, au Président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle et au Président de la chambre des métiers et de l'artisanat de Meurthe-et-Moselle. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture

Nancy, le 16 juin 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales et de l'immigration- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux-, bureau du contentieux des polices administratives 11, rue des Saussaies 75008 Paris Cédex 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Arrêté du 17 juin 2011 autorisant la création d'une chambre funéraire à BACCARAT (54120)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment le chapitre III du livre II relatif aux cimetières et opérations funéraires;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques ;

VU le dossier reçu à la préfecture le 03 septembre 2010 présenté par l'entreprise « pompes funèbres graniterie bacchamoise », en vue d'être autorisée à créer une chambre funéraire, au lieu dit « rond pré » avenue Lachapelle à Baccarat ;

VU l'arrêté préfectoral du 08 novembre 2010 prescrivant une enquête de commodo et incommodo du 15 au 26 novembre 2010 ;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur du 01 décembre 2010 ;
VU l'avis favorable émis par le conseil municipal de Baccarat le 09 décembre 2010 ;
VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 13 janvier 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'entreprise « pompes funèbres graniterie bacchamoise », dont le siège social est 28, rue Adrien Michaut à Baccarat, est autorisée à créer une chambre funéraire au lieu dit « rond pré », avenue Lachapelle à Baccarat (54120).

Article 2 : L'exploitant devra se conformer strictement aux prescriptions du code général des collectivités territoriales.

Article 3 : Conformément aux prescriptions de l'article D 2223-87 du code général des collectivités territoriales susvisé, et préalablement à son ouverture au public, la chambre funéraire sera soumise à une visite de conformité par un organisme de certification agréé par le ministère chargé de la santé.

Article 4 : Les déchets solides et liquides (notamment le sang), contaminés ou à risque pour la santé publique, seront collectés et éliminés spécifiquement, selon les dispositions du décret n° 97-1048 susvisé.

Article 5 : Conformément aux dispositions susvisées du code général des collectivités territoriales, après mise en demeure, la fermeture provisoire ou définitive de la chambre funéraire pourra être ordonnée en cas d'atteinte à l'ordre public ou de danger pour la salubrité publique.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place Carrière, dans un délai de deux mois à dater de sa notification, pour le pétitionnaire, et pour les tiers à compter de sa publication.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le Maire de Baccarat, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise « pompes funèbres graniterie Bacchamoise » et publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 juin 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Dossier n° 2008/4744 - Arrêté du 17 juin 2011 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection à LAXOU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 portant autorisation d'un système de vidéoprotection, modifié le 15 décembre 2010, à M. Christian MEYER « tabac des 3 villes » 49 Avenue de la Libération - 54520 LAXOU ;

VU le courriel du 8 juin 2011 transmis par M. Christian MEYER demandant la modification de l'arrêté susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation précédemment accordée par arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 modifié, à M. Christian MEYER est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Christian MEYER, 49 Avenue de la Libération 54520 LAXOU et dont copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 17 juin 2011

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

Dossier n° 2011/0216 - Arrêté du 29 juin 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 modifiée susvisée ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection situé Tabac Presse Saint-Léon 31 rue Raymond POINCARE 54000 NANCY présentée par Mme Cécile LINEL ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 14 juin 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Mme Cécile LINEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0216**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Cécile LINEL.

Article 3 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée. Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 : La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Cécile LINEL 31 rue Raymond POINCARE 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.
Nancy, le 29 juin 2011

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau,
Jean-Pierre DEVIDET

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-037 en date du 16 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité d'écrans motocycliste sur la RN 4, au PR 35+000 et PR 38+800

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 9/05/2011 et 10/06/2011 présenté par le District de Nancy ;

VU l'information du CG 54

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 16/05/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 9/05/2011 et 10/06/2011 ;

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRÊTÉ

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIES	RN 4 ET 59	
POINTS DE REPÈRES	PR 35 et 38+800	Sens : 1 ou 2
SECTION	Bretelles de sortie de l'échangeur Lunéville-Centre + Bretelle Saint-Dié Nancy	
NATURE DES TRAVAUX	Dépose et remplacement d'écrans moto.	
PÉRIODE GLOBALE	Entre 20 et 24/06/2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Déviations des transit via réseau DIRE et échangeurs suivants	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	À la charge de : CEI	Mise en place par : CEI

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR et sens	Description des travaux	Signalisation et Déviation posée le :
	21 et 22 juin 2011	Bretelle 1 échangeur Lunéville centre – N 4 ;	Dépose, évacuation, approvisionnement et pose des matériels neufs	La circulation sera déviée par la RN R59 et l'échangeur de Fraimbois/Gerbéviller avec implantation d'un balisage de déviation et retour vers la bretelle St-Dié-Nancy
	20 et 21 juin 2011	bretelle 3 échangeurs Lunéville-centre – N 4 ;	Dépose, évacuation, approvisionnement et pose des matériels neufs	La circulation sera déviée jusqu'à l'échangeur des Sables (l'échangeur Lunéville-Centre étant moins sûr pour faire un demi-tour et il y a 1 500m entre les deux échangeurs)
	23 et 24 juin 2011	bretelle 3 échangeur N 59 - N 4	Dépose, évacuation, approvisionnement et pose des matériels neufs	La circulation est déviée sur la RN 4 jusqu'à l'échangeur suivant de Thiébauménil et retour vers Nancy par le sens 2

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Lunéville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU). La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Lunéville.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 16 juin 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,
David MAZOYER

Arrêté n° 2011-DIR-Est-M-54-038 en date du 16 juin 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la RN 52, du PR 17+650 au PR 22+180

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.30 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions ;
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 17 janvier 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
 VU le dossier d'exploitation en date du 15/06/2011 présenté par le District de Metz ;
 VU l'avis de la commune de Mont-Saint-Martin en date du 09/06/2011 ;
 VU l'avis de la commune de Longwy en date du 09/06/2011 ;
 VU l'avis du Conseil Général 54 en date du 14/06/2011 ;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 17/06/2011 ;
 VU l'avis du district de Metz en date du 15/06/2011 ;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIES	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 13+400 au PR24+750, sens 3	
SENS	Metz ==> Belgique et Belgique ==> Metz	
SECTION	Section courante + bretelles des échangeurs de Pulventeux, Cosnes-et-Romain et Mont-Saint-Martin Centre	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement entre les PR 17+650 et PR 22+180	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 20 juin au vendredi 08 juillet 2011	
SYSTEME D'EXPLOITATION	* PHASE I : Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 1. Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 2. Mise en place d'itinéraire d'une déviation. * PHASE II : Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 1. Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 2. Mise en place d'itinéraire d'une déviation. * PHASE III : Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 1. Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 2. Mise en place d'itinéraire d'une déviation. * PHASE IV : Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 1. Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire dans le sens 2. Mise en place d'itinéraire d'une déviation.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

[illegible]

		Sens 2 AK5 PR 25+200	<p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-martin VAL.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL, Mont-Saint-Martin Centre, Cosnes-et-Romain et Pulventeux.</p>	<p>Avenue du Général De Gaulle, Rue de Mercy * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique.</p> <p>- Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction des villes de Mont-Saint-Martin et Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix * par RD-520 : Rue de Mercy, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.</p>
I-3.2	Le jeudi 23 juin 2011 de 6h00 à 21h00.	Sens 2 AK5 PR 22+540	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.
I-4.1	Du jeudi 23 juin 2011 à 21h00 au vendredi 24 juin 2011 à 6h00.	<p>Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400</p> <p>Sens 2 AK5 PR 25+200</p>	<p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mexy, Pulventeux, Cosnes-et-Romain.</p> <p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-martin VAL.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL, Mont-Saint-Martin Centre, Cosnes-et-Romain et Pulventeux.</p>	<p>- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mexy en direction des villes de Longwy et Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 520 : Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Rue de Metz, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Mercy * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique.</p> <p>- Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction des villes de Mont-Saint-Martin et Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix * par RD-520 : Rue de Mercy, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.</p>
I-3.2	Du vendredi 24 juin 2011 de 6h00 au lundi 27 juin 2011 à 21h00.	Sens 2 AK5 PR 22+540	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h et 110 km/h à 70 km.
I-5.1	Du lundi 27 juin 2011 à 21h00 au mardi 28 juin 2011 à 6h00.	<p>Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400</p> <p>Sens 2 AK5 PR 25+200</p>	<p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mexy, Pulventeux, Cosnes-et-Romain.</p> <p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-martin VAL.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin</p>	<p>- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mexy en direction des villes de Longwy et Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 520 : Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Rue de Metz, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Mercy * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique.</p> <p>- Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en</p>

			VAL, Mont-Saint-Martin Centre, Cosnes-et-Romain et Pulventeux.	direction des villes de Mont-Saint-Martin et Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix * par RD-520 : Rue de Mercy, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faiëncerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.
I-5.2	Le mardi 28 juin 2011 de 06h00 à 21h00.	Sens 1 AK5 PR 17+330 Sens 2 AK5 PR 22+540	- Neutralisation de la voie de droite - Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h. - Circulation sur une voie dans le sens Metz-Belgique avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.
I-6.1	Du mardi 28 juin 2011 à 21h00 au mercredi 29 juin 2011 à 6h00.	Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400 Sens 2 AK5 PR 25+200	- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy. - Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mexy, Pulventeux, Cosnes-et-Romain. - Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-martin VAL. - Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL, Mont-Saint-Martin Centre, Cosnes-et-Romain et Pulventeux.	- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mexy en direction des villes de Longwy et Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 520 : Rue de la Faiëncerie, Avenue de Tassigny, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Rue de Metz, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Mercy * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique. - Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin. - Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction des villes de Mont-Saint-Martin et Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix * par RD-520 : Rue de Mercy, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faiëncerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.
I-6.2	Le mercredi 29 juin 2011 de 6h00 à 21h00.	Sens 1 AK5 PR 17+330 Sens 2 AK5 PR 22+540	- Neutralisation de la voie de droite - Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h. - Circulation sur une voie dans le sens Metz-Belgique avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.
I-7.1	Du mercredi 29 juin 2011 à 21h00 au jeudi 30 juin 2011 à 6h00.	Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400 Sens 2 AK5 PR 25+200	- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy. - Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mexy, Pulventeux, Cosnes-et-Romain. - Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-martin VAL. - Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL, Mont-Saint-Martin Centre, Cosnes-et-Romain et Pulventeux.	- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mexy en direction des villes de Longwy et Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 520 : Rue de la Faiëncerie, Avenue de Tassigny, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Rue de Metz, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Mercy * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique. - Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin. - Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction des villes de Mont-Saint-Martin et Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix * par RD-520 : Rue de Mercy, Avenue du Général De

				Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.
I-7.2	Le jeudi 30 juin 2011 de 6h00 à 21h00.	Sens 1 AK5 PR 17+330 Sens 2 AK5 PR 22+540	- Neutralisation de la voie de droite - Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h. - Circulation sur une voie dans le sens Metz-Belgique avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.
II-1.1	Du jeudi 30 juin 2011 à 21h00 au vendredi 1 juillet 2011 à 6h00.	Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400 Sens 2 AK5 PR 25+200	- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy. - Fermeture des bretelles d'accès de l'échangeur de Mexy. - Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-martin VAL. - Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL, Mont-Saint-Martin Centre, Cosnes-et-Romain et Pulventeux.	- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mexy en direction des villes de Longwy et Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 520 : Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Rue de Metz, Avenue du Général De Gaulle, Avenue de l'Aviation jusqu'à l'échangeur de Pulventeux en direction de la Belgique. - Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin. - Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction des villes de Mont-Saint-Martin et Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix * par RD-520 : Rue de Mercy, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.
II-1.2	Le vendredi 1er juillet 2011 de 6h00 au lundi 4 juillet 2011 à 21h00.	Sens 1 AK5 PR 17+330	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.
III-1.1	Du lundi 4 juillet 2011 à 21h00 au mardi 5 juillet 2011 à 6h00.	Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400 Sens 2 AK5 PR 25+200	- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy. - Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mexy, Pulventeux, Cosnes-et-Romain. - Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Pulventeux. - Fermeture des bretelles d'accès de l'échangeur de Pulventeux.	- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin. - Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mexy en direction des villes de Longwy et Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD-520 : Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Rue de Metz, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Mercy * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique. - Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Pulventeux avec une déviation dans l'agglomération de Longwy. - Les usagers en direction Metz sont invités à emprunter la sortie Pulventeux en direction de la ville de Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 618 : Avenue de l'Aviation * par RD-520 : Avenue du Général De Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.
III-1.2	Le mardi 5 juillet 2011 de 6h00 à 21h00.	Sens 1 AK5 PR 17+330	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.

III-2.1	Du mardi 5 juillet 2011 à 21h00 au mercredi 6 juillet 2011 à 6h00.	<p>Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400</p> <p>Sens 2 AK5 PR 25+200</p>	<p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mexy, Pulventeux, Cosnes-et-Romain.</p> <p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Pulventeux.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès de l'échangeur de Pulventeux.</p>	<p>- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mexy avec une déviation dans les agglomérations de Longwy et Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mexy en direction des villes de Longwy et Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD-520 : Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Rue de Metz, Avenue du Général De Gaulle, Rue de Mercy * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique.</p> <p>- Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Pulventeux avec une déviation dans l'agglomération de Longwy.</p> <p>- Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Pulventeux en direction de la ville de Longwy, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 618 : Avenue de l'Aviation * par RD-520 : Avenue du Général De Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro (Longwy-Bas), Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, jusqu'à l'échangeur de Mexy en direction de Metz.</p>
III-2.2	Le mercredi 6 juillet 2011 de 6h00 à 21h00.	Sens 1 AK5 PR 17+330	- Neutralisation de la voie de droite	- Circulation sur une voie dans le sens Belgique-Metz avec limitation de vitesse de 90 km/h à 70 km/h.
IV-1.1	Du mercredi 6 juillet 2011 à 21h00 au jeudi 7 juillet 2011 à 6h00.	<p>Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400</p> <p>Sens 2 KC1 PR 18+100</p>	<p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre.</p> <p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL.</p>	<p>- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre avec une déviation dans l'agglomération de Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin Centre en direction de la ville de Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique.</p> <p>- Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans l'agglomération de Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction de la ville de Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix, jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre en direction de la Metz.</p>
IV-2.1	Du jeudi 7 juillet 2011 à 21h00 au vendredi 8 juillet 2011 à 6h00.	<p>Sens 1 AK5+KD10 PR 13+400</p> <p>Sens 2 KC1 PR 18+100</p>	<p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre.</p> <p>- Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL.</p> <p>- Fermeture des bretelles d'accès des échangeurs de Mont-Saint-Martin VAL.</p>	<p>- Dans le sens Metz-Belgique, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre avec une déviation dans l'agglomération de Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de la Belgique sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin Centre en direction de la ville de Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Avenue de la Paix, Route de Longwy, Boulevard de Metz jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL en direction de la Belgique.</p> <p>- Dans le sens Belgique-Metz, sortie obligatoire à l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL avec une déviation dans l'agglomération de Mont-Saint-Martin.</p> <p>- Les usagers en direction de Metz sont invités à emprunter la sortie Mont-Saint-Martin VAL en direction de la ville de Mont-Saint-Martin, selon l'itinéraire de déviation suivant : * par RD 918 : Boulevard de Metz, Route de Longwy, Avenue de la Paix, jusqu'à l'échangeur de Mont-Saint-Martin Centre en direction de la Metz.</p>

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Mont Saint Martin et de Longwy ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes – Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Longwy et Mont-saint-Martin.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulin-lès-Metz, le 16 juin 2011

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la Division d'Exploitation de Metz,
David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 65/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par la Maternité Régionale ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 542 972 € soit :

- 1) 2 504 544 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 193 646 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 190 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 20 638 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 289 539 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 531 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 30 769 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 7 659 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 66/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 881 179 € soit :

- 1) 1 830 895 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 652 715 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, 25 426 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 354 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 145 922 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 478 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 29 360 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 20 924 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 67/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 457 721 € soit :

1) 457 740 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

386 486 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

15 685 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

55 313 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

256 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) -19 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

L'Animateur Territorial,

Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 68/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY ;

A R R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 199 478 € soit :

199 478 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

198 224 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 254 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

L'Animateur Territorial,

Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 69/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

A R R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 80 026 € soit :

80 026 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

80 026 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

L'Animateur Territorial,

Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 70/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 086 063 € soit :

1) 26 398 607 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

22 958 519 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

105 918 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 269 596 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

40 869 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

23 705 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 000 632 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 686 824 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

L'Animateur Territorial,

Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 71/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

AR R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 352 309 € soit :

- 1) 2 960 544 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 812 224 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
146 084 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 236 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 387 151 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 4 614 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 72/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par La Maison Hospitalière de BACCARAT ;

AR R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 48 281 € soit :

48 281 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

48 281 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à La Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 73/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 538 043 € soit :

- 1) 2 278 151 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 070 782 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
9 172 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
197 513 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
684 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 6 645 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 253 247 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 74/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 513 402 € soit :

- 1) 1 481 657 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
1 285 083 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
27 803 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
5 726 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

161 830 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 215 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 9 543 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 22 202 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 75/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifiant l'arrêté à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 360 452 € soit :

1) 2 294 678 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 985 217 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

43 747 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 519 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

257 568 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

5 627 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 38 155 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 27 619 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Arrêté ARS-DT 54 N° 76/2011 du 17 juin 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'avril 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'avril 2011, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 240 796 € soit :

240 796 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

165 726 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

73 903 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 167 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour la Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
L'Animateur Territorial,
Martine RICARD

Etablissements et services pour personnes âgées

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE L'ACTION SOCIALE

Personnes âgées / Personnes handicapées

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 247 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 202 du 22 juin 2011 portant transfert à la société par actions simplifiée « Les Jardins de la Vire » de l'autorisation de création de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à VILLE-HOUDLEMONT précédemment accordée à l'association HOSPITALOR

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, par intérim,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicapés et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté conjoint du préfet de Meurthe-et-Moselle et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle DDAS/SSA N° 1464 – DISAS/DIRECTION PA/PH N°008 du 12 janvier 2009 autorisant l'association HOSPITALOR à créer un établissement pour personnes âgées dépendantes à VILLE-HOUDLEMONT ;

VU les lettres du 14 septembre 2010 par lesquelles l'association HOSPITALOR a annoncé au département de Meurthe-et-Moselle et aux autorités de l'Etat son intention de renoncer au projet de création d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de 66 places sur la commune de VILLE-HOUDLEMONT ;

VU le courrier de la SARL SAED du 10 mars 2011 sollicitant le transfert, au profit de la Société par Actions Simplifiée (SAS) « Les jardins de la Vire », de l'autorisation délivrée le 12 janvier 2009 à l'association HOSPITALOR à créer un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à VILLE-HOUDLEMONT ;

VU les statuts de la Société par actions simplifiée unipersonnelle « Les jardins de la Vire » sise 23 rue Condé – 54 135 MEXY ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'autorisation de création de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes à VILLE-HOUDLEMONT, d'une capacité de 60 places d'hébergement permanent dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, 4 places d'hébergement temporaire et 2 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées, accordée initialement à l'association HOSPITALOR est transférée à compter du 1er juin 2011 à la Société par actions simplifiée (SAS) « Les jardins de la Vire » dont le siège est situé 23 rue Condé, 54 135 MEXY.

Article 2 : L'établissement n'est pas habilité à l'aide sociale départementale, pour l'ensemble de sa capacité d'hébergement.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter de la date de la visite de conformité prévue à l'article L 313-6 du code de l'action sociale et des familles. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

Article 5 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D. 313-11 à D.313-14 du même code.

Article 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 7 : Cet établissement est répertorié à compter du 1er juin 2011 dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 002 134 2

Code statut juridique : 75 (Autre société)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 002 0260

capacité : 66

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 48

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 48

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 48

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 12

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 12

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 12

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 4

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 4

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 4

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 2

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 2

Article 8 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 9 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 22 juin 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
par intérim,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente déléguée à la Solidarité
avec les Personnes et au Développement Social,
Michèle PILOT

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2011-225 en date du 9 juin 2011 modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile

Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-346 du 31 mars 2010 relatif aux commissions de coordination des politiques publiques de santé ;

VU le décret en date du 13 mai 2011 portant nomination, par intérim, de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Lorraine, Madame Marie-Hélène MAITRE ;

VU l'arrêté n° 2011-108 en date du 15 mars 2011, modifiant la composition de la commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile ;

ARRETE

Article 1er : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine dont les missions sont définies par le décret n°2010-346 du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Membres de droits :

- Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant ;

- Le représentant du préfet de région ;

Des représentants de l'Etat exerçant des compétences dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé :

- Le recteur de l'académie ou son représentant ;

- Le directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ou son représentant ;

- Le directeur régional des entreprises, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;

- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant ;

- Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

- Le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse ;

- Le directeur départemental de la cohésion sociale du chef lieu de la région.

Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
<i>Conseillers régionaux</i>	
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
<i>Conseils généraux</i>	
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale Meurthe et Moselle)	Marie-Christine COLOMBO (Médecin Responsable PMI CG 54)
Sylvain DENOYELLE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)	Roland CORRIER (Conseiller Général de Bar le Duc Nord)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Guy MARTINACHE (Conseiller Général délégué des Vosges)	Anne CLEMENCE (Chef de service PMI - Conseil Général des Vosges)
<i>Représentants des groupements de communes ou des communes</i>	
Jean-François GRANDBASTIEN (Maire de Frouard)	Jean-Pierre LA VAULLEE (Maire de Guénange)
Bernard MULLER (Maire de Commercy)	Martial MIRAUCOURT (Maire de Givrauval)
Colette MARCHAL (Maire de Nomexy)	Véronique MARCOT (Maire de Xertigny)
Catherine LAPOIRIE (Maire de Ay-sur-Moselle)	En attente de désignation

Représentants des organismes de sécurité sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daniel REINE (Directeur de la CARSAT du Nord-Est)	Catherine VERONIQUE (Sous directrice de la CARSAT du Nord-Est)
Jean-Pierre MINEUR (Directeur de la DRSM Nord-Est – Directeur de la Coordination régionale de la GDR)	Dominique PERREAU (Sous-directrice coordination GDR)
Daniel BOURGER (Directeur du RSI de Lorraine)	Nathalie PINEL (Directrice Adjointe RSI de Lorraine)
Claude GUGLIELMINA (Directeur adjoint de l'ARMSAL)	Michel ORDENER (médecin conseil de l'ARMSAL)

Membres supplémentaires :

- Le Président du Régime Local Alsace Moselle ou son représentant.
- Le Directeur Interrégional de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Est-Strasbourg ou son représentant ;

Article 2 : La commission de coordination dans les domaines de la prévention, de la santé scolaire, de la santé au travail et de la protection maternelle et infantile en Lorraine est présidée par le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 9 juin 2011

La Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-234 en date du 16 juin 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 -territoire de santé de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;
 VU le décret en date du 13 mai 2011, portant nomination par intérim, de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Lorraine, Madame Marie-Hélène MAITRE ;
 VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2011 - 35 en date du 7 février 2011, portant composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;
 VU l'arrêté n° 2011 - 78 en date du 22 février 2011 modifiant la composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Marie-Noëlle QUENTON (FHF - HLI Pompey)
Jean-Paul COLOTTE (FHF - CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF - CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Jean-Luc SCHMUTZ (FHF - CHU)	Jean-Michel HASCOET (FHF - Maternité Régionale)
David PINEY (FHF - Lunéville)	En attente de désignation
Christian BRETON (FHP - Clinique Louis Pasteur)	Vincent MAUVADY (FHP - Clinique Ambroise Paré)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTOYA (CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Giovani LONGO (DGA AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (FHP - EPAHD Les Ophéliades)	En attente de désignation
Jacqueline THIERRY (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Attente de désignation	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE
représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne BELLUT (dermatologue)	Michel VIRTE (O.R.L.)

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Thierry LAMARCHE (Syndicat National des Infirmiers)	Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMi Est)
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Amar NAOUN (ALSMT Lunéville)	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CDFT)	Monique VASSEUR (Présidente Association des conjoints survivants)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie LEVY-JURIN (conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nicole FEIDT (maire de Toul)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy)
Valérie ROSSO-DEBORD (adjointe au maire de Nancy)	Jean-Luc SENAULT (maire de Flavigny sur Moselle)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Dominique OLIVIER (Conseillère Générale de Meurthe et Moselle)
André CORZANI (Vice-présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	André BARBIER (Conseiller Général de Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le Directeur Général, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy le 16 juin 2011

La Directrice Générale, par intérim, de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DE LA PROTECTION SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE

Arrêté n° 2011/230 du 14 juin 2011 portant établissement de la liste des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique pour les départements de la région Lorraine

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,

VU Le Code de la Santé Publique et notamment ses article R.1321-6, R.1321-14 et R.1322-5 ;

VU Le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU L'arrêté ministériel du 15 mars 2011 relatif aux modalités d'agrément, de désignation et de consultation des hydrogéologues en matière d'hygiène publique ;

VU La circulaire DGSNS/4193/N° 24 du 5 avril 1994 du Ministre des Affaires Sociales de la Santé et de la ville relatif aux modalités de désignation et de consultation des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique ;
 VU L'arrêté préfectoral modifié SGAR N° 50 du 27 janvier 2006 portant renouvellement de la liste des hydrogéologues agréés au titre de l'hygiène publique et désignation des coordonnateurs départementaux ;
 VU L'arrêté n°2011-22 du 25 janvier 2011 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine fixant les modalités de candidature pour l'agrément d'hydrogéologues en matière d'hygiène publique ;
 APRES consultation du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, du recteur de l'académie de Nancy/Metz, des représentants des organisations professionnelles des hydrogéologues et des collectivités territoriales ;

A R R E T E**Article 1er :**

La liste des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique pour les départements de la région Lorraine est établie comme suit :

Meurthe-et-Moselle (54)

ALLEMOZ Michel	<u>Coordonnateur titulaire</u> : BOULY Serge
BABOT Yves	<u>Coordonnateur suppléant</u> : ALLEMOZ Michel
BOULY Serge	
CACHET-MARLY Christine	
CHOSSELER Evelyne	
DELPORTE Bruno	
GIGLEUX Sylvain	
GRAILLAT Alain	
SAUTER Marc	

Meuse (55)

ALLEMOZ Michel	<u>Coordonnateur titulaire</u> : FRADET Patrick
BABOT Yves	<u>Coordonnateur suppléant</u> : CHOSSELER Evelyne
BOULY Serge	
CACHET-MARLY Christine	
CHOSSELER Evelyne	
FRADET Patrick	
GIGLEUX Sylvain	
GRAILLAT Alain	
RICOUR Jacques	

Moselle (57)

BABOT Yves	<u>Coordonnateur titulaire</u> : CHOSSELER Evelyne
BOULY Serge	<u>Coordonnateur suppléant</u> : CACHET-MARLY Christine
CACHET-MARLY Christine	
CHOSSELER Evelyne	
DELPORTE Bruno	
GIGLEUX Sylvain	
HEISSAT Etienne	
KAM-LARQUE Marie	
SAUTER Marc	
WUSTMANN Pascal	

Vosges (88)

ALLEMOZ Michel	<u>Coordonnateur titulaire</u> : CACHET-MARLY Christine
BOULY Serge	<u>Coordonnateur suppléant</u> : CHOSSELER Evelyne
CACHET-MARLY Christine	
CHOSSELER Evelyne	
DELPORTE Bruno	
GIGLEUX Sylvain	
HEISSAT Etienne	
KAM-LARQUE Marie	
MERGAUX Olivier	

Article 2 : Pendant la durée de la période d'agrément, les hydrogéologues de la liste complémentaire ci-dessous, classés par ordre de priorité, pourront en tant que de besoin être nommés par la directrice générale de l'agence régionale de santé.

Meurthe-et-Moselle (54)

- 1 - RICOUR Jacques
- 2 - REVOL Pierre
- 3 - SCHITTEKAT Jacques
- 4 - KHAMMARI Boudjema

Meuse (55)

- 1 - DELPORTE Bruno
- 2 - REVOL Pierre
- 3 - SCHITTEKAT Jacques

Moselle (57)

- 1 - BOUTON Denis
- 2 - REVOL Pierre
- 3 - GRAILLAT Alain
- 4 - KHAMMARI Boudjema

Vosges (88)

- 1 - REVOL Pierre
- 2 - CAUDRON Marcel
- 3 - SCHITTEKAT Jacques

Article 2 : La validité de l'agrément est de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de chaque département et de la Préfecture de Région.

Article 4 : Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux déposé auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé, la Directrice de la Promotion de la Santé et de la Protection Sanitaire et Environnementale, Mesdames et Messieurs les délégués territoriaux de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 juin 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Arrêté n° 2011-227 du 10 juin 2011 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée SELARL « SYNDIBIO » sise 9 Quai Victor Hugo - 55000 BAR-LE-DUC, enregistrée sous le n° 55-19

Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté n°2009-673 du 30 juin 2009 portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « Laboratoire de Biologie du Barrois » sise 9 quai Victor Hugo enregistrée sous le n°55-19;

VU l'arrêté n°2011-1027 du 18 mai 2011 portant délégation de signature à Madame Marie-Hélène MAITRE, Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine, en matière d'agrément des sociétés d'exercice libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale ;

VU l'arrêté ARS Lorraine n° 2011- 227 en date du 10 juin 2011 / ARS Champagne Ardennes n°2011-365 en date du 6 juin 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire multisite sis 9 quai Victor Hugo 55000 BAR LE DUC ;

CONSIDERANT la demande présentée le 4 mars 2011 par la société d'avocats Girault, Chevalier et Associés, au nom et pour le compte de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée, SELARL « SYNDIBIO » dont le siège social est situé 9 quai Victor Hugo – 55000 BAR LE DUC ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- La modification de fonctionnement de 5 laboratoires de biologie médicale autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010; en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur cinq sites et exploité par la SELARL « SYNDIBIO » dont le siège social est situé 9 quai Victor Hugo – 55000 BAR LE DUC ;

- La fermeture du site, 1 rue Lapique – 55000 BAR LE DUC

- L'ouverture d'un site, 24 route de Behonne – 55000 BAR LE DUC

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, l'arrêté n°2009-673 du 30 juin 2009 susvisé portant modification de l'agrément de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « Laboratoire de Biologie du Barrois » est modifié par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « SYNDIBIO »,

Siège social : 9 quai Victor Hugo

55000 BAR LE DUC

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée (SELARL)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée SELARL « SYNDIBIO » agréée sous le n°55-19, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 9 quai Victor Hugo – 55000 BAR LE DUC inscrit sous le n° 55-16 et implanté sur les cinq sites ci-dessous :

- 9 quai Victor Hugo – 55000 BAR LE DUC

- 25 rue Aristide Briand – 51300 VITRY LE FRANCOIS

- 2 rue Emile Giros – 52100 SAINT DIZIER

- 9 bis rue François 1er - 52100 SAINT DIZIER

- 24 Route de Behonne – 55000 BAR LE DUC

Biologistes coresponsables:

- Monsieur Philippe MONVOISIN, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Joséphine LAHITETE, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Kim Eang TANG, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Benjamin LIMASSET, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Françoise ENOCH, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Jean-Pierre LAHITETE, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Pascal DUMUR, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Olivier CHENILLOT, biologiste médical, Pharmacien

Biologistes médicaux :

- Madame Brigitte DELANOE, Pharmacien

- Madame Catherine NITCHE, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine – Immeuble Les Thiers – 4 rue Piroux – CO 80071 – 54036 NANCY Cedex– pour le recours gracieux,

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « SYNDIBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meuse ;

et publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe et Moselle et Meuse.

Pour le Préfet de Meuse et par délégation,
Le Directeur Général par intérim de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Marie-Hélène MAITRE

SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE

Arrêté n° 242/2011 en date du 21 juin 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier Nancéen et de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.6143-5 à L.6143-6, R.6143-1, R.6143-15 et R.6143-21 ;
VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n°702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n°181 du 9 mai 2011 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINCAL ;

VU la correspondance du SINCAL du 8 juin 2011, désignant les personnes pour siéger au Conseil d'Administration du SINCAL ;

SUR proposition de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

1) Cinq représentants du Conseil de Surveillance du CHU de Nancy :

- Monsieur le Docteur André ROSSINOT, Président du Conseil de Surveillance du CHU, élu Président du Conseil d'Administration du SINCAL (fin du mandat en juin 2013) ;

- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT (fin du mandat en juin 2013) ;

- Monsieur Alex GORGE (fin du mandat en juin 2013) ;

- Madame Valérie LEVY-JURIN (fin du mandat en juin 2013) ;

- Madame le Docteur Pierrette WITKOWSKI (fin du mandat en juin 2013) ;

2) Cinq représentants du Conseil d'Administration de l'UGECAM :

- Monsieur Philippe PERRIN, Président de l'UGECAM Nord Est (fin du mandat en avril 2014)

- Madame Ghislaine STEPHANN (fin du mandat en avril 2014)

- Monsieur Jean-François HELM (fin du mandat en avril 2014)

- Monsieur Jean-Paul MARTIN (fin du mandat en avril 2014)

- Monsieur Léon RAUCH (fin du mandat en avril 2014)

3) Un représentant du Corps Médical pour le CHU de Nancy :

- Monsieur le Professeur Gilles DAUTEL, Chirurgien des Hôpitaux (fin du mandat mai 2015).

4) Un représentant du Corps Médical pour l'UGECAM :

- Monsieur le Docteur Olivier ROCHE, Chirurgien (fin du mandat en mai 2015).

5) Un représentant du personnel non médical pour le CHU de Nancy :

- Monsieur Jean-Marc VUILLAUME, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat en février 2014).

6) Un représentant du personnel non médical pour l'UGECAM :

- Madame Catherine VONNET, représentant le Syndicat FO (fin du mandat en février 2014).

7) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU de Nancy :

- Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Praticien Hospitalier (fin du mandat en 2014).

8) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGECAM :

- Monsieur le Professeur Daniel MOLE (fin du mandat en mars 2014)

9) Le Pharmacien du CHU de Nancy :

- Madame Michèle LABRUDE, Pharmacienne (fin du mandat 2015)

10) Le Pharmacien de l'UGECAM :

- Madame Jacqueline CESARI, Pharmacienne (fin du mandat en mai 2015)

11) Deux représentants des usagers siégeant à titre consultatif :

- Madame Colette CASTELLI, représentant l'Association VMEH (fin du mandat en mai 2015)

- Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant l'Association « Médecins du Monde » (fin du mandat en mai 2015).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARS N° 181 du 9 mai 2011.

Article 3 : Le présent arrêté peut-être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54 000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim et le Secrétaire Général du SINCAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juin 2011
La Directrice Générale de l'Agence Régionale de la Santé par intérim,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE LORRAINE

Décision du 20 juin 2011 de fermeture définitive d'un débit de tabac à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500)

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,

VU l'article 568 du Code Général des impôts,

VU le décret 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de vente au détail des tabacs manufacturés et ses articles 8 et 37,

VU la délégation de signature du 1er janvier 2011 concernant le décret susvisé,

CONSIDÉRANT l'impossibilité pour Mme Catherine BLAISE de reprendre un fonctionnement normal du débit de tabac N° 5400706Y au terme d'une fermeture provisoire d'une durée de six mois à compter du 7 juin 2010 jusqu'au 7 décembre 2010, prolongée de six mois jusqu'au 7 juin 2011 suite à sinistre survenu le 29 mai 2010,

D E C I D E

la fermeture définitive du débit de tabac N° 5400706Y sis à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) au 8 Square de Liège à compter du 7 juin 2011.
Nancy, le 20 juin 2011

Le Directeur Régional des Douanes et Droits Indirects de Lorraine,
Joseph SCHWARTZ

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****Arrêté n° 25/2011 du 24 juin 2011 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine**

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011-20 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.17 du 17 janvier 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

A R R E T E

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés au paragraphe 1 -travail/emploi- de l'article 1er de l'arrêté susvisé n° 11.BI.17 du 17 janvier 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine et relatives à la gestion des personnels dans les domaines suivants :

- affectation fonctionnelle des personnels au sein de l'unité territoriale ;
- gestion courante des personnels de l'unité territoriale notamment, organisation générale, attribution des congés annuels, de maladie, de formation professionnelle ;
- imputabilité des accidents du travail au service ;
- établissement des cartes d'identité des fonctionnaires ;
- décisions d'attribution des éléments de rémunération accessoires des agents de catégories B et C.

Article 3 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre

2) aux Ministres

3) aux Parlements

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional

5) au Président du Conseil Général

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle ;

- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 22/2010 en date 20 avril 2011 est abrogé.

Article 6 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle

Article 7 : La présente décision prendra effet le 1er juillet 2011.

Nancy, le 24 juin 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

Arrêté n° 26/2011 du 24 juin 2011 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
 VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
 VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
 VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
 VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
 VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
 VU le décret du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2011-19 en date du 03 janvier 2011 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.07 du 17 janvier 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat ;
 VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale du département de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.07 du 17 janvier 2011 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en matière d'ordonnancement secondaire, des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 relevant des programmes 102, 103, 111 et 155.

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Claude ROQUE, Secrétaire Général de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 23/2011 en date 20 avril 2011 est abrogé.

Article 5 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : La présente décision prendra effet le 1er juillet 2011.

Nancy, le 24 juin 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

Arrêté n° 30/2011 du 24 juin 2011 portant délégation de signature de Monsieur Serge LEROY en matière d'actions d'inspection de la législation du travail

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de Lorraine,

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-2,

VU le code de l'environnement,

VU le code de la défense,

VU le code de l'éducation,

VU le code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté interministériel en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

DECIDE

Article 1er : Délégation permanente est donnée à M. Philippe SOLD, responsable de l'unité territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées et de le représenter au sein des commissions visées ci-dessous :

DISPOSITIONS LÉGALES	DÉCISIONS
Code du travail, Partie 1	
Article L 1143-3	PLAN POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE
Article D 1143-6	Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle
Article D1232-4 du code du travail	CONSEILLERS DU SALARIÉ Préparation de la liste des conseillers du salarié
Article D1441-41 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Participation à la demande du maire aux commissions préélectorales

Article D1441-78 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Avis au Préfet sur la liste des bureaux de vote
Article L 1233-41 du code du travail Article D 1233-8	NOTIFICATION DES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES Réduction des délais de notification des licenciements en cas d'accord collectif
Articles L 1233-56 et D 1233-12 et 13 du code du travail	LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES Avis sur la régularité de la procédure de licenciement collectif pour motif économique
Articles L 1233-57 et D 1233-13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Propositions d'amélioration ou de modifications du plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L 1233-52 et D 1233-11 et 13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Constat de la carence d'un plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L. 1237-14 et R. 1237-3 du code du travail	RUPTURE CONVENTIONNELLE Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail
Articles L. 1253-17 D. 1253-7 et 8 du code du travail	GROUPEMENT D'EMPLOYEURS Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs
Code du travail, Partie 2	
Article D2231-4 du code du travail Article D2231-8 du code du travail	ACCORDS COLLECTIFS Dépôt des accords Délivrance du récépissé d'adhésion ou dénonciation
Article L. 2143-11 du code du travail	DÉLÉGUÉ SYNDICAL Décision de suppression du mandat de délégué syndical
Article L. 2312-5 du code du travail	DÉLÉGUÉS DE SITE Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges
Article L 2314-11 du code du travail Article R 2314-6 du code du travail	DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux et fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories
Article L. 2322-7 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision autorisant ou refusant d'autoriser la suppression du comité d'entreprise
Article L. 2324-13 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux pour les élections au comité d'entreprise et décision fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories
Article L. 2327-7 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision fixant le nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements pour les élections au comité central d'entreprise
Article L. 2333-4 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux
Article R2332-1 du code du travail	COMITÉ DE GROUPE Répartition des sièges au comité de groupe
Article R2323-39 du code du travail	CESSATION D'ENTREPRISE - DÉVOLUTION DES BIENS DU COMITÉ D'ENTREPRISE Surveillance de la dévolution des biens du CE
Code du travail, Partie 3	
Articles L 3121-35 et L 3121-36, Articles R 3121-23 et R 3121-28 du code du travail	DURÉE DU TRAVAIL Décisions relatives aux dérogations en matière de durée maximale hebdomadaire et durée maximale moyenne hebdomadaire
Article D3141-35 du code du travail	CAISSES DE CONGÉS Désignation des membres de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article R3232-6 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL – LIQUIDATION JUDICIAIRE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE... Proposition au Préfet de faire payer directement l'allocation spécifique aux salariés
Articles L3345-2, D3345-5 du code du travail	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Accusé réception
Article R3332-6 du code du travail	PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISES Accusé réception des PEE
Article D3323-7 du code du travail	ACCORDS DE PARTICIPATION Accusé réception des accords de branche de participation
Code du travail, Partie 4	
Article L 4154-1 du code du travail Article D 4154-3 Article D1242-5 Article D 1251-2	CDD-INTÉRIMAIRES – TRAVAUX DANGEREUX Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1
Article R 4524-7 du code du travail	COMITÉ INTERENTREPRISES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL (ICPE – PPRT) Présidence du CISST
Articles R. 4533-6 et 4533-7 du code du travail	CHANTIERS VRD Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail
Article L. 4721-1 du code du travail	MISE EN DEMEURE DU DIRECTEUR Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1 du code du travail

Article L 4741-11 du code du travail	ACCIDENT DU TRAVAIL — RELAXE — PLAN DE RÉALISATION DE MESURES DE SÉCURITÉ Avis sur le plan
Article 8 du Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique	CHANTIERS DE DÉPOLLUTION PYROTECHNIQUE Approbation de l'étude de sécurité
Code du travail, Partie 5	
Article R5122-15 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL Visa des états de remboursement nominatifs
Article R5213-39 du code du travail	TRAVAILLEURS HANDICAPÉS Décision de reconnaissance de la lourdeur du handicap Attribution de l'aide relative au salaire
Article D5424-45 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES — BTP Présidence de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article D5424-8 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES — BTP Détermination des périodes d'arrêt saisonnier
Article L5332-4 du code du travail Article R5332-1 du code du travail	OFFRES D'EMPLOIS Levée de l'anonymat
Article R5422-3 du code du travail	DEMANDEURS D'EMPLOIS — ASSURANCE CHÔMAGE-TRAVAILLEURS MIGRANTS Détermination du salaire de référence
Code du travail, Partie 6	
Article L. 6225-5 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE- PROCÉDURE D'URGENCE Décision de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage
L 6225-6 du code du travail R 6225-11 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision relative au recrutement de nouveaux apprentis
Article R 6224-7 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision de refus d'enregistrement d'un contrat d'apprentissage
Article R6222-58 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Attribution des primes aux employeurs
Article R6325-20 du code du travail	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales
Article D6352-39 du code du travail	CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE Attribution de subventions
Code du travail, Partie 7	
Article R7123-8 du code du travail	AGENCES DE MANNEQUINS Avis au Préfet sur l'attribution de la licence
Article R7124-4 du code du travail	EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE, LES PROFESSIONS AMBULANTES, LA PUBLICITÉ ET LA MODE Décisions individuelles d'autorisation d'emploi
Article R7413-2 du code du travail	TRAVAILLEURS À DOMICILE Demande de contrôle des registres de comptabilité matières et fournitures
Code du travail, Partie 8	
Article R8253-3 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE — CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Notification à l'employeur — recueil des observations
Article R8253-11 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE — CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Proposition de réduire le montant de la contribution spéciale
Code rural	
R 713-26 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne concernant un type d'activités sur le plan départemental ou local adressée par une organisation patronale (« demande collective »)
R 713-28 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne (par une entreprise)
R 713-32 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue
Transports	
Art. 5 Décret n°2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain de voyageurs	DURÉE DU TRAVAIL En cas de circonstances exceptionnelles dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne
Code de l'environnement	
Décret n° 2005-82 du 1er février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement	ICPE Membre du comité local d'information et de concertation
Article R 512-21	ICPE Demande d'avis du Préfet sur demande d'autorisation d'installation classée
Code de la défense	
Article R2352-101 du code de la défense	EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUITS EXPLOSIFS Avis au Préfet sur dossier de demande d'agrément technique
Code de l'éducation	
Article R338-6 du code de l'éducation Article R338-7 du code de l'éducation	TITRE PROFESSIONNEL Désignation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires Délivrance des titres professionnels, des certificats de compétences professionnelles

Article 1 Décret n°2004-220 du 12 mars 2004 relatif aux comités d'orientation et de surveillance des zones franches urbaines.	ZONE FRANCHE URBAINE Membre du comité d'orientation et de surveillance institué dans chaque zone franche urbaine
Code de l'action sociale et des familles	
Article R241-24 du Code de l'action sociale et des familles	PERSONNES HANDICAPÉES Membre de la commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

Article 2 : Monsieur Philippe SOLD pourra donner délégation à un ou plusieurs agents de l'inspection du travail placés sous son autorité aux fins de signer en tout ou partie les actes visés dans la présente délégation. Il adressera copie de sa décision de subdélégation le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et se chargera de sa publication au recueil départemental des actes administratifs.

Article 3 : L'arrêté n° 24/2011 en date du 21 avril 2011 est abrogé.

Article 4 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Article 5 : La présente décision prendra effet le 1^{er} juillet 2011.

Nancy, le 24 juin 2011

Le Directeur Régional,
Serge LEROY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/279, du 7 juin 2011, approuvant les statuts de l'association foncière d'IGNEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 février 2011 portant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 09 janvier 1984 portant institution de l'association foncière d'IGNEY ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière d'IGNEY en date du 07 février 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière d'IGNEY en date du 28 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière d'IGNEY ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 30 mai 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les statuts de l'association foncière d'IGNEY, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 28 mars 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'IGNEY, adressé au président de l'association foncière d'IGNEY, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 7 juin 2011

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision du 16 juin 2011 de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, fixant pour la campagne 2011 la deuxième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier

Lors de la séance du 16 juin 2011, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la présente campagne :

Barème d'indemnisation (2^{ème} partie)

Prairies	Perte de fourrage	Prairie artificielle	18,9 euros/q
		Prairie naturelle	17,1 euros/q
Prairies biologiques	Perte de fourrage	Prairie artificielle	28,35 euros/q
		Prairie naturelle	25,65 euros/q

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
M. MARTY

Arrêté n° 285 du 24 juin 2011 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée d'URUFFE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la décision préfectorale du 11 septembre 1992 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l' ACCA d'Uruffe ;
 VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale de l'ACCA d'Uruffe en date du 2 avril 2010 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1er : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée d'Uruffe est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
URUFFE	ZA	1 à 13 - 15 à 20 - 23 - 30 - 32 à 45 47 à 63 - 93 à 100 - 136 à 140 - 143 à 148
	ZB	132 à 134 - 136 à 137
	ZH	49 - 52 à 74 - 119 à 120

représentant une superficie totale de **81 ha 71 a 30 ca.**

Article 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée d'Uruffe.

Article 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée d'Uruffe sera affichée pendant 1 mois dans la commune d'Uruffe par les soins du maire.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune d'Uruffe sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de l'association communale de chasse agréée d'Uruffe,
- chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 24 juin 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental,
 M. MARTY

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/288, du 24 juin 2011, approuvant les statuts de l'association foncière de REMEREVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 décembre 1997 portant institution de l'association foncière de REMEREVILLE ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de REMEREVILLE en date du 20 décembre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de REMEREVILLE en date du 10 janvier 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de REMEREVILLE ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 27 mai 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de REMEREVILLE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 10 janvier 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de REMEREVILLE, adressé au président de l'association foncière de REMEREVILLE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 juin 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 François MALHANCHE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté d'approbation du 31 mai 2011 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de BAINVILLE-SUR-MADON, CEINTREY, HAROUÉ, LEMAINVILLE, PIERREVILLE, PONT-SAINT-VINCENT, VOINÉMONT, XEUILLEY et XIROCOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2006 prescrivant un PPR inondation sur les communes de Bainville-sur-Madon, Ceintrey, Haroué, Lemainville, Pierreville, Pont-Saint-Vincent, Voinémont, Xeulley et Xirocourt ;

VU l'avis du conseil municipal de Bainville-sur-Madon en date du 3 septembre 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal de Ceintrey en date du 9 septembre 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal d'Haroué en date du 31 août 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal de Pont-saint-Vincent en date du 5 mai 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal de Voinémont en date du 23 août 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal de Xeuilley en date du 6 septembre 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal de Xirocourt en date du 14 septembre 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal de Lemainville en date du 2 septembre 2010 ;
VU l'avis du conseil municipal de Pierreville en date du 10 septembre 2010 ;
VU les avis réputés favorables de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivés de la commission d'enquête en date du 25 mars 2011 ;
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire sur les communes de Bainville-sur-Madon, Ceintrey, Haroué, Lemainville, Pierreville, Pont-Saint-Vincent, Voinémont, Xeuilley et Xirocourt tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- L'Est républicain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans les mairies de Bainville-sur-Madon, Ceintrey, Haroué, Lemainville, Pierreville, Pont-Saint-Vincent, Voinémont, Xeuilley et Xirocourt pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies concernées, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 31 mai 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté d'approbation du 10 juin 2011 du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de CONS-LA-GRANDVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 prescrivant un PPR inondation sur la commune de CONS-LA-GRANDVILLE ;
VU l'avis du conseil municipal en date du 22 mars 2010 ;
VU les avis réputés favorable de la chambre d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière ;
VU le rapport et les conclusions motivés de monsieur le commissaire - enquêteur en date du 22 mars 2011 ;
VU le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Cons-la-Grandville pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Cons-la-Grandville, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

- Monsieur le chef du service interministériel de la défense et de la protection civile.

Nancy, le 10 juin 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté modificatif 2011/DTT 54/ADUR/07 du 14 juin 2011 autorisant le remembrement et l'aménagement des terrains situés à LUCEY au lieu-dit "Les Grands Meix"

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;
VU l'arrêté du 14 avril 2001 autorisant le remembrement et l'aménagement des terrains situés à LUCEY, au lieu-dit "les Grands Meix" ;
VU le récépissé de dépôts de documents nécessaires à l'incorporation des résultats de remembrement dans les documents cadastraux délivré le 30 mars 2011 par le service chargé du cadastre ;
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté du 14 avril 2001 est complété par les parcelles suivantes : parcelles AB 547, 596, 597, 698, 700, 702, 709, 710 et C 68, 1276, 1368 et 1369.

Article 2 : Le présent arrêté sera remis au président de l'association foncière, publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle et déposé en mairie de LUCEY pendant un délai de deux mois pour être mis à la disposition de toute personne intéressée.

Article 3 : Tout recours à l'encontre du présent arrêté modificatif pourra être porté devant le tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours emporte le rejet de cette demande.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires, le maire de LUCEY, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 14 juin 2011

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-201-023 du 22 juin 2011 portant agrément de la SARL RICHARD – agence de MEXY pour la réalisation des vidanges et la prise en charge du transport jusqu'à l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 211-25 à R. 211-45 et R. 214-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2224-8 ;

VU le code de la santé publique, notamment son article L. 1331-1-1 ;

VU l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif, modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 ;

CONSIDERANT la demande d'agrément reçue le 12 août 2010 présentée par la SARL RICHARD ;

CONSIDERANT la demande de compléments du service en charge de la police de l'eau en date du 04/04/2011 ;

CONSIDERANT les compléments au dossier reçus le 16/03/2011 ;

CONSIDERANT le dossier des pièces présentées à l'appui de ladite demande et comprenant notamment :

- un engagement de respect des obligations qui incombent à la personne agréée ;
- une fiche comportant les informations nécessaires à l'identification du demandeur ;
- une fiche de renseignements sur les moyens mis en oeuvre pour assurer la vidange des installations d'assainissement non collectif, la prise en charge des matières de vidange, leur transport et leur élimination ;
- la quantité maximale annuelle de matière pour laquelle l'agrément est demandé et les documents permettant de justifier d'un accès spécifique à une ou plusieurs filières d'élimination des matières de vidange et d'assurer un suivi des vidanges effectuées ;

CONSIDERANT que l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé ont été fournies par le demandeur ;

CONSIDERANT l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, chargée de la police de l'eau ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Bénéficiaire de l'agrément

Madame Estelle RICHARD, attachée de direction de l'agence de MEXY de la SARL RICHARD, numéro RCS BRIEYNANCY 384 724 076, domiciliée à l'adresse suivante : 2 rue de Lorraine à 54 135 MEXY.

Article 2 : Objet de l'agrément

Madame Estelle RICHARD est agréée, au nom de l'entreprise RICHARD SARL, pour réaliser les vidanges des installations d'assainissement non collectif et prendre en charge le transport jusqu'à l'élimination des matières extraites de ces installations.

La quantité maximale annuelle de matières de vidange visée par le présent agrément est de 300 m3.

La filière d'élimination validée par le présent agrément est la suivante :

- dépôtage dans la station d'épuration de LONGWY (SIAAL) 300 m3,

Article 3 : Suivi de l'activité

Le bénéficiaire de l'agrément doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé :

Le bénéficiaire de l'agrément établit pour chaque vidange un bordereau de suivi des matières de vidange en trois volets comportant a minima les informations prévues à l'annexe II de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé. Ces trois volets sont conservés respectivement par le propriétaire de l'installation vidangée, le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination. Le volet conservé par le propriétaire de l'installation vidangée est signé par lui-même et le bénéficiaire de l'agrément. Ceux conservés par le bénéficiaire de l'agrément et le responsable de la filière d'élimination sont signés par les trois parties.

Le bénéficiaire de l'agrément tient un registre, classé par dates, comportant les bordereaux de suivi des matières de vidange. Ce document est tenu en permanence à la disposition du préfet et de ses services. La durée de conservation de ce registre est de dix années.

Le bénéficiaire de l'agrément adresse au service en charge de la police de l'eau, chaque année avant le 1er avril, un bilan d'activité de vidange de l'année antérieure. Ce bilan comporte a minima :

- les informations concernant le nombre d'installations vidangées par commune et les quantités totales de matières correspondantes ;
- les quantités de matière dirigées vers les différentes filières d'élimination ;
- un état des moyens de vidange dont dispose le bénéficiaire de l'agrément et les évolutions envisagées.

Le bénéficiaire de l'agrément conserve le registre et le bilan dans ses archives pendant dix années.

Article 4 : Contrôle par l'administration

Le préfet et ses services peuvent procéder à la réalisation des contrôles nécessaires à la vérification de l'exactitude des déclarations effectuées par le bénéficiaire de l'agrément et contrôler le respect de ses obligations au titre du présent arrêté. Ces opérations de contrôle peuvent être inopinées.

Article 5 : Modification des conditions de l'agrément

En cas de modification ou de projet de modification de la quantité maximale annuelle de matières de vidange agréée et/ou de la filière d'élimination, le bénéficiaire de l'agrément sollicite auprès du préfet une modification des conditions de son agrément.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de l'agrément de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 : Durée de l'agrément

La durée de validité de l'agrément est fixée à dix ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

A l'expiration de cette période, l'agrément peut être renouvelé pour une même durée, sur demande expresse du bénéficiaire. La demande de renouvellement de l'agrément est transmise au service en charge de la police de l'eau au moins six mois avant la date limite de fin de validité de l'agrément initial. Cette demande est accompagnée d'un dossier comportant l'ensemble des pièces mentionnées à l'annexe I de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé actualisées.

Lorsque les modalités ci-dessus sont respectées, la validité de l'agrément initial est prolongée jusqu'à notification de la décision préfectorale concernant la demande de renouvellement.

Le préfet peut toutefois décider de retirer cette prolongation temporaire d'agrément conformément à l'article 9 ou en cas de manquement du demandeur à ses obligations dans le cadre de l'instruction de son dossier de demande de renouvellement d'agrément.

Article 9 : Suspension ou suppression de l'agrément

L'agrément peut être retiré ou modifié à l'initiative du préfet dans les cas suivants :

- en cas de faute professionnelle grave ou de manquement à la moralité professionnelle ;
- lorsque la capacité des filières d'élimination des matières de vidange ne permet pas de recevoir la quantité maximale pour laquelle le bénéficiaire a été agréé ;
- en cas de manquement du bénéficiaire aux obligations de l'arrêté du 7 septembre 2009 susvisé, en particulier, en cas d'élimination de matières de vidange hors des filières prévues par l'agrément ;
- en cas de non-respect des éléments déclarés dans la demande d'agrément.

En cas de retrait ou de suspension de l'agrément, le bénéficiaire ne peut plus assurer les activités mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et est tenu de prendre toute disposition nécessaire pour veiller à ce que les matières de vidange dont il a pris la charge ne provoquent aucune nuisance et de les éliminer conformément à la réglementation.

Le bénéficiaire dont l'agrément a été retiré ne peut prétendre à un nouvel agrément dans les six mois à compter de la notification de la décision de retrait.

Article 10 : Publication et information des tiers

Cet arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du département de Meurthe-et-Moselle.

Une liste des personnes agréées est publiée sur le site Internet de la préfecture.

Article 11 : Voies et délais de recours

A compter de sa publication au recueil des actes administratifs et dans un délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible d'un recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 22 juin 2011

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

HABITAT

Convention du 14 juin 2011 entre l'Etat et la Communauté Urbaine du Grand Nancy de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement, en application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

ENTRE

d'une part, l'Etat, représenté par le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

d'autre part, la Communauté Urbaine du Grand Nancy représentée par son Président ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la convention de délégation de compétence conclue entre l'Etat et la Communauté urbaine du Grand Nancy le 14 juin 2011 en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU la convention de gestion conclue entre l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat et la Communauté urbaine du Grand Nancy conclue le 14 juin 2011 en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation pour la gestion des aides destinées aux propriétaires privés ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition de la Direction départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle au profit de la Communauté urbaine du Grand Nancy pour lui permettre d'exercer la compétence qui lui a été déléguée.

Article 2 : Champ d'application

La présente convention concerne les aides de l'Etat et de l'Anah relatives :

- à la production, la réhabilitation et la démolition de logements locatifs sociaux ; les financements mis en œuvre sont les suivants : PLUS, PLUS-CD, PLAI, PALULOS, aides à la démolition, à la qualité de service et au changement d'usage des logements locatifs sociaux ; sont aussi concernés les agréments de PLS et de PSLA ;
- à l'amélioration de l'habitat privé ;
- à la création et l'amélioration des places d'hébergement d'urgence ;
- aux prestations en matière d'études et d'ingénierie liées à la mise en œuvre des aides précitées, telles que études de marché et de besoins en logements, définition de stratégies foncières, maîtrises d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), diagnostics préalables, études pré opérationnelles, suivi et animation d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat, de plans de sauvegarde des copropriétés, de programmes d'intérêt général et de programmes sociaux thématiques.

Pour la mise en œuvre de ces aides, la Communauté urbaine du Grand Nancy bénéficie d'une mise à disposition de la Direction départementale des Territoires, portant sur les activités suivantes :

1) Logements locatifs sociaux :

* assistance à la programmation des opérations :

- recensement des opérations ;
- aide à la négociation avec les opérateurs ;
- aide à la mise au point des montages financiers ;

* instruction des dossiers :

- préparation des décisions attributives de subvention et d'agrément ;
- attestation du service fait ;

* conventionnement APL :

- élaboration des conventions ;

* suivi des droits à engagement et des crédits de paiement.

2) Logements privés :

* activités décrites dans la convention susvisée conclue avec l'Anah pour la gestion des aides destinées aux propriétaires privés.

Article 3 : Modalité de réception et d'instruction des dossiers

Les dossiers de demande de financement et d'agrément relevant du logement locatif social sont déposés conjointement auprès du Grand Nancy et de la Direction départementale des Territoires pour instruction réglementaire et financière. Les dossiers de demande de subvention relevant du parc privé sont déposés à la Direction départementale des Territoires, délégation locale de l'Anah.

Article 4 : Relations entre la Communauté urbaine du Grand Nancy et la Direction départementale des Territoires

Pour l'exercice de la présente convention, le président de la Communauté urbaine du Grand Nancy adresse ses instructions au Directeur départemental des Territoires.

Au sein de la Direction départementale des Territoires, ses interlocuteurs privilégiés sont le directeur départemental, le chef du service habitat, les chefs d'unité du service habitat.

Article 5 : Classement & archivage

Un exemplaire des dossiers de financement instruits dans le cadre de la présente convention est classé et archivé à la Direction départementale des Territoires.

Article 6 : Suivi de la convention

La Communauté urbaine du Grand Nancy et la Direction départementale des Territoires se rencontrent chaque année pour examiner les conditions dans lesquelles s'exécute la présente convention.

La Communauté urbaine du Grand Nancy peut, par voie d'avenant, demander des modifications à la présente convention, notamment quant à la liste des activités entrant dans la mise à disposition et décrites à l'article 2.

Article 7 : Dispositions financières

La mise à disposition de la Direction départementale des Territoires dans le cadre de la présente convention ne donne pas lieu à rémunération.

Article 8 : Résiliation

La résiliation de la délégation de compétence conclue entre l'Etat et la Communauté urbaine du Grand Nancy en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation entraîne de plein droit la résiliation de la présente convention. Cette dernière peut être dénoncée à tout moment par le délégataire à l'issue d'un délai de préavis de trois mois.

Nancy, le 14 juin 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Adolphe COLRAT

Le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
André ROSSINOT

Convention de délégation de compétence de six ans en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation

La présente convention est établie entre

la Communauté urbaine du Grand Nancy représentée par Monsieur André ROSSINOT, Président,
et l'Etat, représenté par Monsieur Adolphe COLRAT, Préfet du département de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment l'article L. 301-5-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28;

VU la demande de délégation de compétences pour décider de l'attribution des aides prévues à l'article L. 301-3 du CCH en date du 25 janvier 2011 ;

VU le 5ème plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) ;

VU la délibération du conseil communautaire du 28 janvier 2011 adoptant le 6ème Programme Local de l'Habitat durable (PLH) ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 15 avril 2011 ;

VU les avis du comité régional de l'habitat du 1er avril 2011 et du 26 mai 2011 sur la répartition des crédits et les orientations de la politique de l'habitat,

Il a été convenu ce qui suit :

OBJET ET DURÉE DE LA CONVENTION

L'Etat délègue à la Communauté urbaine du Grand Nancy pour une durée de 6 ans renouvelable, la compétence d'une part pour décider de l'attribution des aides publiques, à l'exception des aides distribuées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) (1), en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers, de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement, et d'autre part pour procéder à leur notification aux bénéficiaires.

Cette délégation a pour objet la mise en œuvre du programme local de l'habitat (PLH) adopté par délibération du conseil communautaire en date du 28 janvier 2011 et la mise en œuvre des objectifs de la politique nationale en faveur du logement.

La présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2011 et s'achève au 31 décembre 2016.

(1) Ces aides englobent le programme national de rénovation urbaine (PNRU), les aides de l'ANRU pour le programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD)

TITRE I : Les objectifs de la convention**Article I-1 : Orientations générales**

Le 6ème P.L.H. Durable s'articule autour de trois enjeux :

- satisfaire les besoins en logement en intégrant tous les segments de l'offre,
- mettre en place une économie de l'habitat durable,
- renforcer les outils de la gouvernance de la politique de l'habitat.

L'outil principal de réalisation de la première orientation est la signature avec l'Etat d'une convention de délégation de compétence des aides à pierre.

Les trois objectifs définis au sein de cette orientation permettent de répondre à l'ensemble des segments de la demande :

- produire une offre suffisante de logements, pour limiter les départs des familles en périphérie et assurer une dynamique démographique,
- poursuivre la diversification de l'offre pour répondre aux attentes de tous les ménages tout en favorisant un rééquilibrage territorial,
- maintenir et adapter les dispositifs d'accès au logement pour les ménages ayant des besoins spécifiques identifiés par le diagnostic, en particulier les ménages à très faibles revenus, les jeunes, les étudiants, les salariés, les seniors, les personnes handicapées.

Une attention particulière sera portée par la Communauté urbaine sur la problématique des réhabilitations tant du parc public que celles concernant le parc privé.

Par ailleurs, la Communauté urbaine a proposé à l'Etat une démarche innovante et expérimentale pour lancer une nouvelle génération de P.L.H., intégrant de façon plus marquée les objectifs de la ville durable.

Cette expérimentation, approuvée par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer s'est concrétisée par la signature, le 11 juin 2010, d'une convention-cadre entre le Grand Nancy et l'Etat.

Ces enjeux se traduisent notamment par la volonté d'une mise en cohérence renforcée, autour du P.L.H. des outils de planification que sont les Plans Locaux d'urbanisme (P.L.U.), le Plan de Déplacement Urbain (P.D.U.), et les autorisations de construire. La démarche d'élaboration est fondée sur une plus grande transversalité des politiques communautaires et sur une très large concertation et coproduction au niveau national et local.

De plus, le 6ème P.L.H. Durable intégrera les finalités du développement durable telles que définies par le Ministère de l'Ecologie, en proposant d'être le territoire expérimental pour tester la mise en œuvre opérationnelle des décrets issus du Grenelle de l'Environnement. Le 6ème P.L.H. Durable est un schéma innovant, qui n'est pas l'aboutissement de l'expérimentation proposée mais qui est le support de cette démarche renouvelée.

Le contenu du 6ème P.L.H. Durable est amené à évoluer compte tenu de son caractère expérimental. Les évolutions impactant la délégation de compétence des aides à la pierre seront actés par avenant, notamment au regard de l'intégration de ces décrets et des avenants éventuels à la convention de délégation de compétences des aides à la pierre.

Article I-2 : Les objectifs quantitatifs et l'échéancier prévisionnels

Les moyens financiers mentionnés au titre II de la présente convention ont pour objet la mise en œuvre du programme local de l'habitat et notamment la réalisation des objectifs prévisionnels suivants.

I-2-1 - Le développement et la diversification de l'offre de logements sociaux

Il est prévu :

a) La réalisation d'un objectif global de 1860 logements locatifs sociaux soit en moyenne 310 logements par an sur 6 ans, conformément au programme d'actions du PLH (cf. annexe 1), dont :

- 513 logements PLA-I (prêt locatif aidé d'intégration) dont 5 % au titre de l'acquisition amélioration ;
- 1 197 logements PLUS (prêt locatif à usage social) dont 5 % au titre de l'acquisition amélioration ;
- 150 logements PLS (2) (prêt locatif social) dont 0 % au titre de l'acquisition amélioration.

Cette enveloppe ne comprend pas les 150 PLS (300 équivalents logements) d'ores et déjà acquis pour la reconstruction de la cité universitaire du Placieux. (conformément au courrier de la ministre du logement et de la ville du 6 janvier 2009).

A titre indicatif, cette programmation comprend :

- 4 pensions de famille ou résidences sociales, représentant environ 100 logements
- le traitement de 1 foyer de travailleurs migrants (FTM)
- 2 résidences étudiantes ou E.H.P.A.D., représentant environ 50 équivalents logements

Pour 2011, année de la signature, et compte tenu de la dotation disponible, ces objectifs sont de 285 logements dont :

- 85 logements PLA-I (prêt locatif aidé d'intégration) dont 1 % au titre de l'acquisition amélioration ;
- 200 logements PLUS (prêt locatif à usage social) dont 0 au titre de l'acquisition amélioration ;
- 2 logements PLS (prêt locatif social) dont 0 % au titre de l'acquisition amélioration.

dont 1 résidence sociale représentant 7 logements, située rue des 4 Eglises à Nancy et portée par l'Association le Pélican

dont 1 traitement du foyer de travailleurs migrants (FTM) : Foyer Saint-Martin à Maxéville,

L'annexe 3 à la convention précise les quatre volets relatifs aux structures collectives de logement et d'hébergement : pensions de famille ou résidences sociales, foyers de travailleurs migrants (FTM), places d'hébergement, et logement-foyers pour personnes âgées et handicapées.

b) La démolition (3) de la résidence universitaire du Placieux de 402 équivalent logements locatifs sociaux dont 0 pour 2011.

d) La réhabilitation de 5.700 logements identifiés dans le 6ème P.L.H. Durable pour la période 2009-2018 par mobilisation de prêts HLM (dont éco-prêts HLM...) sur la base de l'information inscrite dans les conventions d'utilité sociale et communiquée par l'Etat.

A noter également que des subventions PALULOS sont susceptibles d'être mobilisées pour la réhabilitation (mise aux normes) des foyers de travailleurs migrants (FTM).

La restructuration ou la réhabilitation des foyers de travailleurs migrants sont des opérations prioritaires qui doivent avoir reçu l'avis favorable de la CILPI. Lorsqu'un financement en PALULOS est prévu, les opérations doivent être signalées à la DHUP qui notifiera, le cas échéant, les crédits correspondants dans les limites de l'enveloppe réservée à cet effet au niveau national, et qui s'élève pour 2011 à 3 M€.

Ces objectifs ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de rénovation urbaine de l'ANRU qui sont rappelés en annexe 7.

(2) Les PLS « Association Foncière Logement » ne sont pas comptabilisés

(3) Les démolitions restent soumises à l'autorisation de l'Etat en application de l'article L.443-15-1 du CCH

I-2-2 - La réhabilitation du parc privé ancien et la requalification des copropriétés

Sur la base des objectifs figurant au programme d'actions du PLH, il est prévu la réhabilitation de 2164 logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides.

Dans le cadre de cet objectif global, sont projetés sans double compte :

- a) le traitement de 382 logements (4) indignes (5), notamment insalubrité, péril, risque dont 59 logements pour 2011 soit 9 logements de propriétaires occupants et 50 logements de propriétaires bailleurs,
- b) le traitement de 372 logements (4) très dégradés (5) dont 53 logements pour 2011 soit 8 logements de propriétaires occupants et 45 logements de propriétaires bailleurs,
- c) le traitement de 166 logements (4) de propriétaires bailleurs (hors habitat indigne et très dégradé) dont 25 pour 2011.
- d) le traitement de 1 244 logements occupés par leurs propriétaires au titre notamment de la lutte contre la précarité énergétique ou de l'aide pour l'autonomie de la personne (hors habitat indigne et très dégradé), dont 179 pour l'année 2011.
- e) autres objectifs particuliers :

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionné (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

Parmi ces logements, il est prévu de conventionner 720 logements à loyer social et 40 logements à loyer intermédiaire.

Ces objectifs se déclinent ainsi pour 2011 : 120 logements à loyer maîtrisé (dont 50 logements indignes, 45 logements très dégradés et 25 logements dégradés).

La déclinaison annuelle de ces objectifs et le tableau de bord de suivi de la convention sont indiqués en annexe 1.

Les dispositifs opérationnels (6), les opérations dans le cadre du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés, les contrats locaux d'engagement contre la précarité énergétique (mise en œuvre du Fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART)) en cours ou projetés et dont la liste figure en annexe 2, concourent à la mise en œuvre de ces objectifs.

Ces objectifs précis sont repris par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu de l'article L. 321-1-1 du CCH.

(4) Propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et syndicats de copropriétaires

(5) Cf. instructions de l'Anah sur les définitions de l'habitat indigne, très dégradé et dégradé (grille d'évaluation)

(6) Opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), OPAH de renouvellement urbain, OPAH copropriétés dégradées, OPAH de revitalisation rurale, programme d'intérêt général (PIG) au sens de l'article R. 327-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), plan de sauvegarde, programmes sociaux thématiques (PST)

I-2-3 - Répartition géographique et échéancier prévisionnel

Les objectifs d'interventions prévus ci-dessus sont déclinés en annexe 1 par commune et, le cas échéant, par secteur géographique, conformément au programme d'actions du PLH, avec leur échéancier prévisionnel de réalisation.

Deux tableaux sont insérés en annexe 1 de la présente convention.

Le premier, intitulé « objectifs de réalisation de la convention, parc public et parc privé et tableau de bord » synthétise les objectifs de réalisation et les besoins en droits à engagement. Il fait office d'échéancier de réalisation. Il sera mis à jour annuellement et joint au bilan mentionné au II.3.

Il permet d'adapter au mieux l'enveloppe des moyens mis à disposition du délégataire par l'Etat et l'Anah, précisée dans l'avenant annuel visé au II.3.

Le second tableau, figurant à l'annexe 1, comportera les informations suivantes :

- pour le parc public, la déclinaison des objectifs par commune ou secteur géographique et par type de logements financés telle que figurant dans le programme d'actions du PLH

- pour le parc privé, la déclinaison des objectifs par secteurs géographiques adaptés telle que figurant dans le programme d'actions du PLH. Les objectifs sont déclinés géographiquement dans le cadre des O.P.A.H, pour le reste les thématiques concernant des situations diffuses, elles sont traitées dans des P.I.G communautaires qui couvrent les 20 communes de l'agglomération, hors secteurs d'O.P.A.H (cf. annexe 2). Dans le cadre du PLH, le nombre et l'échéancier de réalisation des logements sociaux pour chaque commune concernée en application des articles L. 302-5 et suivants du CCH (article 55 de la loi SRU) sont rappelés ci-dessous pour la période triennale en cours et pour le(s) période(s) triennale(s) à venir (projection) :

Nom de la commune	Objectif triennal 2010-2013	Objectif triennal 2013-2016	Objectif triennal SRU 2010/2016
Laneuveville-devant-Nancy	9	8	17
Ludres	5	4	9
Saulxures-lès-Nancy	17	15	32
Seichamps	7	5	12
Villers-lès-Nancy	33	28	61
	TOTAL:		131

TITRE II : Modalités financières

Article II-1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Etat pour le parc locatif social

Dans la limite des dotations disponibles, l'Etat allouera au délégataire, pour la durée de la convention et pour sa mise en œuvre, un montant prévisionnel de droits à engagement de 6 361 200 € pour la réalisation des objectifs visés à l'article I-2.

Ces droits à engagement correspondant aux objectifs fixés au titre I sont estimés en fonction des conditions de financement en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Outre ces droits à engagement, l'Etat affecte aux différentes opérations financées dans le cadre de la convention un montant total de 61,4 M€ d'aides publiques dont le détail apparaît en annexe 4.

Pour 2011, année de la signature, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements est fixée à 1 055 000 € (dont report de 65 260 € et 5 % de réserve LOLF). Pour cette année, l'Etat apporte un total de 9,3 M€ au titre des autres aides.

Un contingent d'agréments de 150 PLS (hors reconstruction du Placieux) et de 100 à 150 PSLA est alloué au délégataire pour la durée totale de la convention.

Pour 2011, année de la signature, ce contingent est de 2 agréments PLS.

Conformément à la lettre d'accord de la Caisse des dépôts et consignations, document D annexé à la présente convention, une enveloppe pluriannuelle de prêts de 230 M€ sera affectée par cet établissement aux opérations définies à l'article I-2 de la présente convention. Cette enveloppe ne comprend pas les prêts PLS et PSLA. Elle comprend le montant des prêts pour la réhabilitation de logements sociaux dont les « éco-prêts HLM ».

Les parties peuvent réviser le montant prévisionnel des droits à engagements selon les modalités de l'article II-5-1-3.

Article II-2 : Moyens mis à la disposition du délégataire pour le parc privé

Le montant prévisionnel des droits à engagement alloué au délégataire, dans la limite des dotations ouvertes annuellement au budget de l'Anah, incluant les aides aux propriétaires et les subventions éventuelles pour l'ingénierie de programme est de 17 253 806 € pour la durée de la convention.

A cette dotation, s'ajoute, les crédits du fond d'aide à la rénovation thermique dont l'ANAH assure la gestion au titre du programme « habiter mieux », soit un montant prévisionnel de l'enveloppe FART de 1 444 000 €.

Pour 2011, année de signature de la convention, suite à la répartition des droits à engagement par le représentant de l'Etat dans la région en application de l'article L. 301-3 du CCH, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagement est de 2 597 778 €.

Pour 2011, le montant prévisionnel de l'enveloppe FART est de 226 100 €.

Les parties peuvent réviser le montant prévisionnel des droits à engagements selon les modalités de l'article II-5-1-3.

Outre ces droits à engagement de l'Anah, les travaux bénéficient d'aide de l'Etat (TVA à taux réduit).

Dans le cas où le territoire est couvert par un contrat local d'engagement de lutte contre la précarité énergétique, les décisions d'aide au titre du fond d'aide à la rénovation thermique, sont prises conjointement avec celles des aides de l'Anah, dans les conditions précisées dans l'arrêté du 6 septembre 2010 relatif au règlement des aides du fond et dans la convention de gestion conclue entre l'Anah et le délégataire.

Article II-3 : Avenant annuel

Un avenant annuel définira l'enveloppe pour chacune des années postérieures à celle de la signature de la présente convention.

Chaque année, le délégataire fournit un bilan indiquant l'état des réalisations des engagements et des paiements, ainsi qu'une actualisation des engagements au titre de la convention.

Ce bilan annuel donne lieu à discussion entre les parties et permet de définir les droits à engagement à allouer pour l'année ultérieure.

L'avenant annuel doit être rédigé et signé après discussion préalable sur le bilan annuel.

Le montant définitif annuel est arrêté dans les conditions définies à l'article II-5-1.

Le tableau de bord mis à jour, visé au I-2-3, est joint à cet avenant.

De plus, la Communauté urbaine du Grand Nancy est engagée dans un P.L.H. Durable. La convention du 11 juin 2010 liant le Grand Nancy à l'Etat prévoit que les objectifs quantitatifs et qualitatifs soient revus en 2013 à l'issue de la phase d'expérimentation.

Article II-4 : Interventions propres du délégataire

II-4-1 Interventions financières du délégataire

Le délégataire pendant la période de la convention consacrera sur ses ressources propres un montant global prévisionnel de 7 704 000 € aux objectifs définis à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1 dont :

- 5 742 000 € en faveur du parc HLM dont :

* 5 100 000 € au titre de la surcharge foncière en faveur de la production de logements locatifs sociaux publics,

* 500 000 € pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux publics pour 2011 et 2012,

* 96 000 € au titre de l'adaptation au handicap des logements du parc public,

* 46 000 € au titre de la production de P.L.A.I. P.D.A.L.P.D.

- 1 962 000 € en faveur du parc privé dont :

* 1 314 000 € consacrés aux diagnostics, études et suivi animation d'OPAH et PIG,

* 648 000 € de subventions aux particuliers pour abonder les aides Anah.

Par ailleurs, le Grand Nancy poursuivra son effort en faveur de l'accession abordable avec une enveloppe prévisionnelle de 900 000 €.

La Communauté urbaine poursuivra également les actions d'assistance, de conseils et d'information des politiques publiques locales et nationales via notamment la Maison de l'Habitat et du Développement Durable du Grand Nancy et la société publique locale « Grand Nancy Habitat ».

Pour la première année, le montant des crédits que celui-ci affecte sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention s'élève à 1 400 667 € dont 1 073 667 € pour le logement locatif social et 327 000 € pour la réhabilitation du parc privé.

Les Communes seront incitées à abonder les aides de Anah et du programme « Habiter mieux » pour favoriser la réhabilitation durable du parc privé.

II-4-2 Actions foncières

Sur la base de stratégies foncières préalablement définies, le délégataire encouragera toutes actions foncières permettant la réalisation des objectifs énoncés à l'article I-2 en intégrant les actions prévues dans le PLH.

Le Grand Nancy a signé une convention-cadre en 2007 avec l'Etablissement Public Foncier Lorrain (E.P.F.L.) permettant d'impulser une politique foncière dynamique et d'acquérir des terrains à bâtir dans de bonnes conditions financières. Cette convention sera actualisée en 2011, pour intégrer les territoires à enjeux.

II-4-3 Actions en faveur du développement durable

Dans le cadre de son 6ème P.L.H. Durable, les actions en faveur du développement durable seront poursuivies et accentuées. Ainsi, la Conférence EXPER mise en place en lien avec l'Etat permettra de piloter la phase expérimentale du 6ème P.L.H. Durable.

Couplé aux différentes politiques publiques, ce programme local rejoint les enjeux portés par le plan climat territorial qui définit un cadre volontaire pour l'agglomération afin de répondre aux enjeux du développement durable et permet de rendre visible l'ensemble des politiques communautaires visant à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre.

Le P.L.H sera également retranscrit en partie dans la prochaine relecture du projet d'agglomération dont l'objectif premier est de mettre en œuvre, progressivement et de manière pérenne, le développement durable à l'échelle de l'agglomération. Ce projet d'agglomération est porté par la collectivité et mené en concertation avec tous ses acteurs : élus et personnels, habitants, associations, entreprises, structures déconcentrées de l'Etat, réseaux de l'éducation, de l'emploi et de la recherche pour mieux intégrer les enjeux de la ville durable.

Il se traduit par un programme d'actions visant à améliorer la qualité de vie des habitants, économiser les ressources naturelles et renforcer l'attractivité du territoire.

Enfin, le Grand Nancy s'attachera notamment pour ses nouvelles zones d'habitat et ce, en cohérence avec les PLU et leurs nouvelles actions, à développer des documents de cadrage comme le Référentiel Eco-aménagement des ZAC communautaires.

Les actions en faveur du parc public sont :

- la priorisation des opérations neuves présentées avec une certification et un label B.B.C seront priorisées dans les programmations annuelles,
- la mise en place d'un dispositif communautaire sera mis en place pour accompagner la réhabilitation durable du parc HLM : le Grand Nancy consacrera 500.000 € sur la période 2011-2012 en faveur de l'éco-réhabilitation,
- la poursuite de l'éco-prime BBC de 500 € / logement éligible à l'aide à la surcharge foncière communautaire jusqu'à l'entrée en vigueur de la RT 2012,
- le maintien du dispositif communautaire d'aides financières en faveur notamment de la production d'eau chaude solaire,
- la poursuite des actions de maîtrise de l'énergie dans le cadre du dispositif « Défi énergie » sur les quartiers HLM,
- des réflexions sur les déplacements doux et les parkings à vélos en lien avec les bailleurs sociaux,
- un pacte de proximité pour un habitat durable sur chaque commune avec la mairie et chaque bailleur concerné,
- des appels à projets sur les ZAC communautaires afin de favoriser l'émergence de pratiques constructives innovantes (bâtiments passifs, zéro énergie, etc.),
- une meilleure convergence des politiques publiques de l'habitat, de l'urbanisme et des déplacements.
- une filière « emplois-vert » en lien avec la Maison de l'Emploi du Grand Nancy mise en place car c'est un axe stratégique du 6ème P.L.H. Durable pour mettre en place une économie de l'habitat durable en lien avec la conférence EXPER, permettant de relever le défi de l'éco-construction.

Les actions en faveur du parc privé sont :

- des OPAH et PIG thématiques avec volet énergétique notamment sur les secteurs pavillonnaires de l'agglomération
- des aides propres et aides déléguées orientées sur les travaux liés notamment aux travaux d'économie d'énergie afin d'accompagner les dispositifs nationaux tels que l'éco PTZ et le programme Habiter Mieux.
- la Maison de l'Habitat et du Développement Durable du Grand Nancy poursuivra ses actions d'information et de conseil par l'intermédiaire notamment de permanences de partenaires locaux d'expositions, d'ateliers ouverts au public et au professionnels du bâtiment, de manifestations extérieures et d'une communication dynamique,
- la société publique locale « Grand Nancy Habitat » offrira aux habitants une assistance à maîtrise d'ouvrage complète, afin d'accompagner les ménages dans leur projet de travaux de réhabilitation durable,
- le dispositif communautaire d'aides financières en faveur notamment de la production d'eau chaude solaire,
- un dispositif d'aide à l'accession abordable sur l'agglomération pour les ménages modestes avec des éco-conditionnalités fortes (certification et label BBC, etc)
- un dispositif de repérage des ménages en grande précarité énergétique avec EDF.
- un dispositif ECOGAZ porté par le Grand Nancy et GDF-Suez afin d'apporter des aides complémentaires à celles du fonds d'aide à la rénovation thermique.
- etc.

Article II-5 : Mise à disposition des moyens : droits à engagement et crédits de paiement**II-5-1 : Calcul et mise à disposition des droits à engagement****II-5-1-1 : Pour l'enveloppe logement locatif social**

Chaque année, l'Etat, dans les limites des dotations disponibles et du montant de l'enveloppe fixé en application de l'article II-1 de la convention pour l'année considérée, allouera au délégataire une enveloppe de droits à engagement dans les conditions suivantes :

- 60 % du montant des droits à engagement de l'année à la signature de la convention ou, à compter de la seconde année, à la signature de l'avenant annuel ;
- le solde des droits à engagement de l'année est notifié, au plus tard le 15 octobre en fonction du rapport mentionné au II-5-1-3. L'avenant de fin de gestion mentionné au § III-2 arrête l'enveloppe définitive des droits à engagement allouée pour l'année au délégataire.

A partir de la seconde année, une avance maximale de 25 % du montant des droits à engagement initiaux de l'année N-1 pourra être allouée au délégataire avant fin janvier (aucune avance n'est prévue pour la première année de la convention).

Ces décisions sont notifiées par l'Etat au délégataire.

Le délégataire prendra les arrêtés de subvention au nom de l'Etat en application de la présente convention dans la limite du montant des droits à engagement ainsi notifiés par l'Etat.

II-5-1-2 : Pour l'enveloppe habitat privé

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en vertu de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

II-5-1-3 Modalités de mise à disposition

L'allocation du solde de l'enveloppe annuelle sera fonction de l'état des réalisations et des perspectives pour la fin de l'année qui seront communiqués dans les bilans fournis, au 30 juin et au 15 septembre, au préfet, représentant de l'Etat et délégué de l'Anah dans le département.

Pour le parc public, ces bilans conduiront à la conclusion d'un avenant dit de « fin de gestion » tel que défini à l'article III-2 qui permettra d'effectuer les ajustements nécessaires en fin d'année. Pour le parc privé, ces bilans pourront également conduire à un avenant dit de « fin de gestion » en fin d'année.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le préfet, représentant de l'Etat dans le département, peut pour le parc public, minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le préfet, délégué de l'Anah dans le département, peut pour le parc privé, minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

La persistance d'un écart de réalisation au terme de 3 exercices consécutifs, peut conduire les parties à réviser les objectifs et les droits à engagement de la présente convention et/ou leur déclinaison pluriannuelle. L'évaluation à mi-parcours décrite à l'article VI-5 sera l'élément essentiel pour dimensionner cet ajustement à la hausse ou à la baisse.

Pour le parc public, le report éventuel de droits à engagement d'une année sur l'autre de la convention, comprenant les éventuels droits à engagements redevenus disponibles suite à des modifications d'opérations, peut être intégré dans le calcul de la dotation de l'année suivante. Son montant est identifié dans l'avenant annuel tel que défini à l'article III-1 et doit être compatible avec la dotation régionale ouverte pour l'année suivante.

II-5-2 : Calcul et mise à disposition des crédits de paiement

* Pour l'enveloppe logement locatif social

Chaque année, l'Etat mettra à la disposition du délégataire un montant de crédits de paiement calculé par application d'une clé pré-définie au montant des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée.

Ainsi, pour le calibrage des CP dans l'avenant annuel (et dans la convention pour la première année), la clé à appliquer est la suivante : 10 % des engagements prévisionnels de l'année n, 30 % des engagements constatés de l'année n-1, 30 % des engagements constatés de l'année n-2 et, pour l'année n-3, 30 % des engagements constatés. Ce montant de crédit de paiement est ajusté de la différence constatée en fin d'année n-1, entre les crédits de paiement versés par l'Etat au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs. Cet ajustement, à la hausse ou à la baisse, est opéré dès la deuxième année de la convention ou dès la première année lorsqu'il s'agit d'un renouvellement de convention, sur la base du compte-rendu mentionné au II-6.

Les crédits de paiement feront l'objet de la part de l'Etat de trois versements:

- le premier versement porte au maximum sur 25 % du montant des CP versés l'année n-1 (y compris en cas de renouvellement de la convention). Il est effectué au plus tard en février ;
- le deuxième versement est effectué dans les deux mois suivant la date de signature de la convention ou, à compter de la seconde année, de l'avenant annuel. Il porte au maximum sur 75% du montant total prévu par l'avenant annuel (ou pour la première année, le montant inscrit dans la convention) duquel il est déduit le premier versement effectué ; ce taux peut être ajusté en fonction du rythme de paiement du délégataire aux opérateurs.
- le solde est versé au délégataire en novembre; il peut être ajusté en fonction de la différence entre les crédits de paiement versés par l'Etat au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs l'année n et ce dans la limite des crédits ouverts et disponibles.

Pour chaque opération soldée, sur la base du compte-rendu mentionné au dernier alinéa de l'article II-6, il est procédé à l'ajustement des écarts résiduels qui pourraient être constatés entre les crédits de paiement versés par l'Etat au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs.

* Pour l'enveloppe habitat privé

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en application de l'article L 321-1-1 du CCH définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

Dans le cas où le délégataire assure la gestion directe des aides, elle définit les clés de calcul des crédits de paiement et l'échéancier de versement.

Article II-6 : Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire

Le délégataire remet chaque année au représentant de l'Etat dans le département, le compte rendu détaillé de l'utilisation des crédits mis à sa disposition par l'Etat pour le financement du parc social public, conformément à l'annexe 1bis (cf. circulaire n° 2005-49 UHC/FB2 du 14 octobre 2005 relative à l'imputation comptable et au compte rendu d'utilisation des crédits de l'Etat mis à la disposition des collectivités délégataires dans le cadre des conventions de délégation de compétences en matière d'aides au logement). Ces états arrêtés au 31 décembre de l'année passée en projet ou dans leur version finale sont transmis avant signature de l'avenant annuel pour prise en compte pour l'évaluation des niveaux de droits à engagement et crédits de paiement annuels, et constituent une annexe au compte administratif.

Ces états annexes retracent, d'une part, le détail des crédits reçus de l'Etat et de l'Anah par le délégataire et, d'autre part, le détail des crédits effectivement versés par le délégataire pour la réalisation des opérations financées conformément à l'annexe 1 de la présente convention.

Article II-7 : Gestion financière de la fin de convention

Pour ce qui concerne le parc privé, les éléments précisés dans cet article ne concernent que les conventions pour lesquelles la convention de gestion prévoit l'instruction et le paiement des aides par le délégataire.

- En cas de renouvellement de la convention de délégation de compétences

Le versement des crédits de paiement correspondants aux crédits engagés les années précédentes perdure selon la règle mentionnée au II-5-2 pour le parc social et dans la convention de gestion entre le délégataire et l'Anah pour le parc privé.

Pour le parc privé, si, au terme de l'effet de la présente convention et de l'échéancier de versement des crédits prévu au II-5-2, le délégataire dispose de crédits de paiement non utilisés, ces crédits seront déduits du versement prévu au titre de la nouvelle convention pour l'année en cours.

- En cas de non-renouvellement de la délégation de compétences

Le versement des crédits, tel que prévu à l'article II-5-2, est arrêté. Les comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à disposition du délégataire sont remis par le délégataire au préfet, représentant de l'Etat et au délégué de l'Anah dans le département.

L'EPCI peut continuer à assumer le paiement des engagements qu'il a pris auprès des bénéficiaires des aides. A cet effet, l'Etat et l'Anah concluent avec le délégataire une convention de clôture de délégation qui définit les modalités de mise à disposition des crédits correspondants et de paiement restant à effectuer.

Dans le cas contraire, ces engagements sont directement assumés par l'Etat pour le parc public et par l'Anah pour le parc privé. Le représentant de l'Etat ou délégué de l'Anah émettent alors un ordre de reversement à hauteur des crédits non utilisés et un accord relatif à la clôture de la convention est établi avec le délégataire.

TITRE III : Avenants

Quatre types d'avenants peuvent être signés en cours d'année.

Article III-1 : Avenant annuel

L'avenant annuel est obligatoire. Il est signé pour toute convention en cours. Cette signature doit intervenir le plus rapidement possible afin de ne pas pénaliser le démarrage de la gestion. Si l'avenant n'est pas signé avant fin février et dans l'attente de la signature, des autorisations d'engagement peuvent être mises à disposition du délégataire qui peut prendre des décisions d'engagement dans la limite de ces crédits. Cette mise à disposition s'effectue selon les modalités définies au II-5-1.

Il indique les objectifs quantitatifs prévisionnels pour l'année en adoptant la présentation de la convention au I-2 (et annexe 1).

Il précise ensuite les modalités financières pour l'année en distinguant l'enveloppe déléguée par l'Etat pour le parc public et par l'Anah pour le parc privé et les interventions financières du délégataire lui-même. Le montant annuel des droits à engagement est établi après la prise en compte du niveau réel de consommation de N-1 et des perspectives pluriannuelles.

Le cas échéant, il intègre la révision des objectifs et des droits à engagement lié à la persistance d'un écart de réalisation conformément aux dispositions prévues au II-5-1-3.

Tout autre point ponctuel concernant une partie de la convention peut figurer dans cet avenant.

Article III-2 : Avenant de fin de gestion (cf. II-5-1-3)

Cet avenant précise au délégataire l'enveloppe définitive des droits à engagement ainsi que les objectifs quantitatifs inhérents. Il prend en compte les réalisations du délégataire et les perspectives à fin d'année conformément au bilan prévu au II-5.1.3. Il est obligatoire pour le parc public.

Article III-3 : Avenant consécutif à de nouvelles orientations de la politique en faveur du logement

Cet avenant doit permettre de traduire les nouveaux objectifs de la politique du logement, fonction des évolutions du contexte financier, économique et social. Ces nouveaux objectifs peuvent faire évoluer les objectifs fixés au délégataire et les moyens financiers qui lui sont délégués.

Article III-4 : Avenant modifiant une disposition de la convention

Cet avenant appelé « avenant modificatif » sur l'initiative du délégataire ou de l'Etat a vocation à modifier toute disposition de la convention, notamment celles des titres IV, V ou VI.

Il peut être adopté en cours d'année et sa signature n'est pas soumise à une contrainte de date.

TITRE IV : Conditions d'octroi des aides et d'adaptation des plafonds de ressources

Les dispositions du code de la construction et de l'habitation et notamment de son livre III, ainsi que les textes listés dans le document A annexé, sont applicables sous réserve des adaptations prévues aux articles III-1 et III-2

Article IV-1 : Adaptation des conditions d'octroi des aides**IV-1-1 Parc locatif social**

L'adaptation des conditions d'octroi des aides relatives au parc locatif social n'est pas prévue à la signature de la présente convention mais pourra faire l'objet d'un avenant ultérieur.

IV-1-2 Parc privé

La convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu de l'article L. 321-1-1 du CCH détermine les règles particulières d'octroi des aides qui peuvent être fixées par le délégataire en application de l'article R. 321-21-1 du CCH, ainsi que les conditions de leur intervention.

Article IV-2 : Plafonds de ressources**IV-2-1 Parc locatif social**

La majoration des plafonds de ressources possible en application de l'article R. 441-1-2 du CCH n'est pas prévue à la signature de la présente convention mais pourra faire l'objet d'un avenant ultérieur.

IV-2-2 Parc privé

- Propriétaires occupants

Les conditions de ressources prévues au dernier alinéa du I de l'article R.321-12 du code de la construction et de l'habitation sont applicables.

- Propriétaires bailleurs

Lorsque le bailleur conclut une convention en application de l'article L. 351-2 (4°), les plafonds de ressources des locataires fixés par l'arrêté mentionné à l'article R. 331-12 du code de la construction et de l'habitation sont applicables ; si cette convention est conclue dans le cadre d'un programme social thématique (PST) les plafonds de ressources sont ceux prévus à la seconde phrase de cet article (PLA-I).

Les conventions visées aux articles L. 321-4 et L. 321-8 et signées dans les conditions de l'article L. 321-1-1 II devront respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables (voir notamment les articles R. 321-23 à R. 321-36 du CCH).

Article IV-3 : Modalités d'attribution des aides et d'instruction des dossiers**IV-3-1 Parc locatif social**

Pour les opérations visées au I-2-1, le président de l'EPCI ou son représentant signe les décisions de subvention qui sont prises sur papier à double en-tête du délégataire et de l'Etat par le représentant habilité de l'EPCI. L'instruction des dossiers est assurée par la D.D.T. de Meurthe-et-Moselle.

IV-3-2 Parc privé

Pour les actions visées au I-2-2, la loi a prévu que les décisions de subventions ou les décisions de rejet sont prises par le président de l'autorité délégataire au nom de l'Anah. La convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu de l'article L321-1-1 du CCH détermine les conditions d'instruction et de paiement.

IV-3-3 Mise à disposition des services

Une convention spécifique de mise à disposition des services est conclue en application de l'article 112 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. (parc locatif social et/ou parc privé).

TITRE V : Loyers et réservations de logements

Article V-1 : Le président de l'établissement public de coopération intercommunale signe, au nom de l'Etat, les conventions mentionnées à l'article L. 353-2 conclues en contrepartie d'un financement ou d'un agrément qu'il accorde. Il en adresse obligatoirement copie au préfet de département.

L'exercice de cette délégation s'effectue dans le cadre des règles définies ci-après :

Les services du Grand Nancy transmettent à la D.D.T., en dessous du tampon hypothécaire sur la convention, les noms et prénoms de la personne signataire de la convention. La convention est transmise ensuite par les services de la CUGN au contrôle de légalité de la préfecture. Au retour du contrôle de légalité, deux exemplaires originaux de la convention A.P.L. sont retournés à la D.D.T. pour envoi aux bailleurs au fin de publication, ainsi qu'un exemplaire de la convention scannée revêtue de ses références (archivage numérique).

Article V-2 : Modalités de fixation des loyers et redevances maximums**V-2-1 Parc locatif social**

Le loyer maximal au m² est fixé dans chaque convention ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement dans la limite des valeurs indiquées par la circulaire annuelle des loyers et redevances publiée pour chaque 1er janvier. Les valeurs indiquées dans cette circulaire constituent des limites supérieures qui ne doivent pas être appliquées de manière automatique. Les loyers plafonds sont fixés en tenant compte de l'équilibre de l'opération, de sa qualité, de la taille des logements mais aussi de la solvabilité des locataires et du secteur géographique d'implantation du projet. En effet, pour garantir le caractère social des logements, il convient de maintenir un écart d'environ 20% entre les loyers du parc privé environnant et les loyers plafonds des conventions.

Les modalités de calcul de ce loyer maximum suivent les règles explicitées en annexe 6. Celles-ci sont les règles de droit commun applicables aux loyers à l'exception des adaptations suivantes possibles pour les opérations de construction, d'acquisition et d'acquisition-amélioration.

Aucune majoration du loyer de base en fonction de la qualité de l'opération n'est décidée à la signature de la présente convention mais ce point pourra faire l'objet d'un avenant ultérieur.

V-2-2 Parc privé

Les niveaux maximums des loyers maîtrisés du parc privé sont fixés, dans le respect de la circulaire annuelle publiée par la DHUP et des dispositions adoptées par le conseil d'administration de l'Anah, dans le cadre du programme d'actions mentionné aux articles R. 321-10 et R. 321-10-1 du CCH.

Article V-3 : Réservations de logements au profit des personnes prioritaires

Les conventions ouvrant droit à l'APL conclues avec les organismes d'HLM et les SEM fixent le pourcentage de logements de l'opération alloué au droit de réservation reconnu au Préfet par l'alinéa 3 de l'article L.441-1 du CCH. Le chiffre à inscrire s'il y a lieu dans les conventions est de 30% pour les opérations financées en PLUS et PLA-I et de [5%] dans les opérations financées en PLS.

Le mode d'attribution éventuelle des logements ayant bénéficié de subventions de l'Anah est fixé conformément à la réglementation de l'Agence.

Obligation doit être notifiée à l'organisme d'informer le préfet lors de la mise en service des logements.

TITRE VI : Suivi, évaluation et observation**Article VI-1 : Modalités de suivi des décisions de financement**

Le délégataire informe le préfet de l'ensemble des décisions signées qu'il prend en application de la présente convention et pour chaque opération financée, des données, dans les conditions précisées ci-après, sont transmises à l'infocentre national sur les aides au logement géré par le ministère chargé du logement, auquel le délégataire a accès .

Pour le parc locatif social, copie des décisions est communiquée au Préfet. De plus, les données de suivi liées aux décisions de financement doivent être transmises en continu à l'infocentre et au minimum une fois par semaine.

Le délégataire s'engage à renseigner également le système d'information sur les mises en chantier (numéro du permis de construire), les mises en service (numéro de la convention APL) et les crédits de paiement versés pour chaque opération (date et montant) comme cela est prévu au 7 du b) du document annexé C.

Le dispositif de transmission obligatoire par voie électronique est décrit dans l'annexe C.

Pour le parc privé les modalités d'information du Préfet sur les décisions prises et de transmission des données sont définies par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

Article VI-2 : Suivi annuel de la convention

Article VI-2-1 : Les modalités de compte-rendu

Les enveloppes du délégataire seront fixées en fonction des bilans produits au 30 juin et au 15 septembre. Ces bilans feront obligatoirement état des réalisations et des perspectives de réalisation pour le reste de l'année.

Accompagnés du bilan annuel mentionné à l'article II-3, ces deux bilans serviront de socle à l'avenant annuel défini à l'article III-1

Article VI-2-2 : L'instance de suivi de la convention

Il est créé sous la coprésidence du président de la Communauté urbaine du Grand Nancy et du préfet une instance de suivi de la convention.

Cette instance se réunit au minimum deux fois par an pour faire le bilan des décisions prises (5) et des moyens consommés au cours de l'exercice écoulé et prévoir, si nécessaire, des ajustements ou des avenants à la convention. A cet effet, le délégataire s'engage à faciliter le contrôle par l'Etat et l'Anah de l'utilisation des crédits reçus notamment par l'accès à toute pièce justificative et tout document dont il jugerait la production utile. Par ailleurs, il s'engage également à informer l'Etat et l'Anah des réalisations et des moyens engagés via le compte-rendu mentionné à l'article II-6 et à la mise à jour du tableau de bord en annexe 1.

La réunion de cette instance doit être l'occasion d'échanger sur la mise en œuvre de la délégation et peut également donner lieu à des restitutions sur des thématiques ou des publics précis (cf. VI-3 dispositif d'observation).

Le suivi de la convention doit permettre d'assurer la consolidation au niveau national et le rendu-compte au Parlement sur la mise en œuvre de la politique du logement.

(5) A noter que pour l'établissement du bilan annuel, le programme physique et la consommation des autorisations d'engagements sont arrêtés en prenant en compte toutes les décisions de financement engagées dans les outils d'instruction et transmises à l'infocentre SISAL avant la date de fin de gestion. Le délégataire est informé, chaque année, par les services de l'Etat de cette date.

Article VI-3 : Dispositif d'observation

Les représentants locaux de l'Etat et de l'Anah sont associés au dispositif d'observation mis en place par la Communauté urbaine conformément à la loi afin de suivre les effets des politiques mises en œuvre sur le marché local du logement, selon les modalités suivantes :

L'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Aire urbaine Nancéenne tient pour le compte du Grand Nancy, un certain nombre d'observatoires dont l'observatoire OLAP. Ces dispositifs d'observation sont alimentés notamment par les partenaires locaux et sont régulièrement présentés à la Conférence Intercommunale du Logement du Grand Nancy. Ils permettent d'enrichir les réflexions et sont des aides à la décision pour définir les stratégies communautaires en matière d'habitat.

Article VI-4 : Conditions de résiliation de la convention

VI-4-1 Cas de résiliation

La convention peut être résiliée chaque année à compter de l'année civile suivante, sur l'initiative de chacune des parties, lorsqu'un fait nouveau légitime et sérieux le justifie.

La résiliation de la convention conclue entre le délégataire et l'Etat entraîne de facto la résiliation de la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

En cas de non-respect dans des proportions importantes des engagements contractés quant à l'échéancier de réalisation des objectifs de production mentionné en annexe 1 constaté sur deux exercices consécutifs dans le cadre du suivi annuel, chacune des parties peut décider de résilier la convention, à compter de l'année civile suivante.

VI-4-2 Effets de la résiliation

Les droits à engagement alloués au délégataire mais non encore engagés font l'objet d'un retrait de la part de l'Etat et de l'Anah (6). Les crédits de paiement mis à la disposition du délégataire mais non consommés et dont elle n'a plus l'utilité font l'objet d'un ordre de reversement de la part de l'Etat et de l'Anah (7).

En cas d'utilisation des crédits de paiement à d'autres fins que celles précisées dans les conventions qui la lie à l'Etat ou à l'Anah, un prélèvement du même montant sera opéré sur les ressources du délégataire.

En cas de résiliation, un accord relatif à la clôture de la convention est conclu ; celui-ci reprend notamment les conditions de reversement définies au point 2 de l'article II-7.

(6) Dans le cas d'une convention de gestion avec instruction et paiement par le délégataire

Article VI-5 : Evaluation de la mise en œuvre de la convention

Les trois types d'évaluation décrits ci-après sont applicables tant au parc public qu'au parc privé.

Article VI-5-1 Evaluation à mi-parcours

A l'issue des trois premières années d'exécution de la convention, le préfet et le président de la Communauté urbaine du Grand Nancy procèderont à une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du programme de la convention.

Cette évaluation devra être élaborée dès le dernier trimestre de la troisième année. Elle aura pour objectif d'analyser l'atteinte des objectifs et de les ajuster, le cas échéant, en fonction des résultats pour les trois dernières années de la convention. L'échéancier de réalisation prévu à l'article I-2-3 sera le cas échéant révisé en conséquence. Une modification de la présente convention peut être envisagée dans le cas où des changements importants seraient susceptibles d'intervenir du fait notamment d'une surconsommation ou d'une sous-consommation des crédits délégués en fonction de l'analyse menée au II-5-1-3.

Sur les territoires où le PLH aura été adopté l'année de signature de la convention, l'évaluation à mi-parcours sera établie en cohérence avec le bilan triennal d'exécution défini à l'article L. 302-3 du CCH.

Article VI-5-2 Evaluation finale

Au plus tard à partir du mois de juillet de l'année de la fin de la convention, une évaluation finale sera effectuée afin d'examiner la mise en œuvre de la convention au regard des intentions de ses signataires et des objectifs de la politique d'aide au logement définis par l'article L 301-1 du CCH.

Cette évaluation permettra également d'examiner le respect des orientations et des actions inscrites dans le PLH, support de la délégation de compétence. Elle s'attachera notamment à apprécier les éléments qualitatifs de la délégation de compétence. Une attention particulière sera apportée à la valeur ajoutée pour le territoire de la délégation de compétence et notamment ses conséquences en terme d'effet de levier, de mobilisation de la collectivité délégataire et de cohérence de la politique du logement et plus particulièrement avec le PLH, le PDALPD et les autres schémas existants.

Le bilan de réalisation du PLH défini à l'article L. 302-3 du CCH pourra représenter un élément de support à cette évaluation.

Au vu de cette évaluation, une nouvelle convention d'une durée de six ans pourra être conclue ; à cette fin, le délégataire s'engage à informer le Préfet, trois mois avant la fin de la présente convention, de sa volonté de la renouveler ou non.

Article VI-5-3 Bilan financier et comptable

Dans les six mois suivant la fin de la convention, un bilan sera produit. Ce bilan s'attachera à comparer les résultats obtenus au regard des objectifs prévus dans la convention et dans le PLH. Ce bilan (parc public et parc privé) devra également présenter la consommation des crédits qui auront été délégués.

Une étude comparative avec l'ensemble des aides de l'Etat telles qu'indiquées à l'article V-6 pourra également être intégrée. Le bilan fait également état des opérations clôturées et pour lesquelles le montant des CP est inférieur au montant des AE engagées afin de revoir les « restes à payer ».

Article VI-6 : Information du public

Pour le parc locatif social, le délégataire doit prendre les dispositions nécessaires pour que soit rendue publique l'intégralité de la part financière que l'Etat affecte aux différentes opérations financées dans le cadre de la convention et figurant à l'article II-1 de la présente convention.

Pour le parc privé, le délégataire s'engage, dans toute action de communication relative au parc privé, à retracer l'origine des financements. Les modalités d'information du public sont définies dans la convention de gestion conclue entre le délégataire et l'Anah.

Article VI-7 : Publication

La présente convention ainsi que ses avenants font l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et du délégataire.

Ils sont transmis, dès leur signature, à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer) et à l'Anah.

Nancy, le 14 juin 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Adolphe COLRAT

Le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
André ROSSINOT

ANNEXES

1 - Tableau de bord et déclinaison par secteur géographique des objectifs d'intervention définis par la convention assorti d'un échéancier prévisionnel de réalisation (en cohérence avec la déclinaison territoriale du PLH)

1bis - Tableau de compte rendu de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire (ou état annexe au compte administratif)

1ter - Tableau de compte rendu de l'utilisation des aides propres du délégataire

2 - Programmes d'intervention contribuant à la mise en œuvre des objectifs de la convention

3 - Structures collectives de logement et d'hébergement

4 - Aides publiques en faveur du parc de logements

5 - Barème de majoration de l'assiette de subvention : sans objet à la signature de la présente convention

6 - Modalités de calcul des loyers et redevances maximaux

7 - Programme d'intervention envisagé relevant du champ d'intervention de l'ANRU

Documents Annexés

A - Liste des textes applicables

B - Tableau récapitulatif du régime d'aides applicables

C - Dispositif de suivi statistique imposé pour les délégations conventionnelles de compétence pour les aides au logement

D - Lettre d'accord de la CDC en date du 6 avril 2011

Précisions :

Concernant l'enveloppe logement locatif social allouée annuellement par l'Etat :

- le comptable assignataire est la direction départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

- l'imputation budgétaire est réalisée sur le domaine fonctionnel 135-01-04.

L'ensemble des annexes est consultable à la direction départementale des territoires – service habitat – place des Ducs de Bar – 54000 NANCY.

Convention du 14 juin 2011 pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Communauté urbaine du Grand Nancy et l'Agence Nationale de l'Habitat (gestion des aides par l'Anah - instruction et paiement)

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment l'article L. 321-1-1,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU la convention Etat / Anah du 14 juillet 2010 relative au programme « rénovation thermique des logements privés »,

VU l'arrêté du premier ministre du 6 septembre 2010 relatif au règlement des aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique (FART),

VU le plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées,

VU la délibération du conseil communautaire du 28 janvier 2011 adoptant le programme local de l'habitat,

VU la délibération du conseil communautaire du 15 avril 2011 autorisant le président à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence, et avec l'Anah la présente convention de gestion,

VU la convention de délégation de compétence du 14 juin 2011 conclue entre le délégataire et l'Etat en application de l'article L. 301-5-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH),

VU l'avis du délégué de l'Anah dans la région,

La présente convention est établie ENTRE :

La Communauté Urbaine du Grand Nancy représentée par Monsieur André ROSSINOT, Président, et dénommé ci-après « le délégataire »

et l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra – 75001 PARIS, représentée par Monsieur Adolphe COLRAT, délégué de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du CCH, et dénommée ci-après « Anah ».

Il a été convenu ce qui suit :

OBJET DE LA CONVENTION

Depuis plus de trente ans, les cinq Programmes Locaux de l'Habitat successifs du Grand Nancy ont pris en compte le parc privé dans des orientations relatives à son développement, son fonctionnement et son amélioration. Les actions portées par le Grand Nancy, notamment par le biais des 24 Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat initiées sur son territoire depuis 1980, ont contribué à territorialiser les politiques de l'Anah.

Connaître et poursuivre les interventions sur le parc privé est donc une des priorités du 6ème P.L.H. Durable du Grand Nancy et ce afin d'assurer une cohérence et efficacité de la politique locale de l'habitat.

En effet, programmer des interventions relatives au parc privé, c'est :

- répondre à la multiplicité des besoins,
- faciliter les trajectoires résidentielles des ménages et ainsi fluidifier le marché du logement,
- améliorer durablement les conditions d'habitat en réhabilitant le bâti,
- limiter l'étalement urbain en réhabilitant le parc privé ancien,
- lutter contre l'habitat indigne et la précarité énergétique des ménages modestes,
- assurer une cohérence territoriale,
- assurer des objectifs de mixité sociale.

Par la convention de délégation de compétence du 14 juin 2011 conclue entre le délégataire et l'Etat en application de l'article L. 301-5-1 du CCH, l'Etat a confié au délégataire pour une durée de six ans, l'attribution des aides publiques en faveur de la rénovation de l'habitat privé et leur notification aux bénéficiaires.

Dans ce cadre, les décisions d'attribution par le délégataire des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par délégation de l'Anah, en application du programme d'actions et dans la limite des droits à engagement alloués. Le cas échéant, le délégataire prend également les décisions d'attribution des aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique dans les conditions prévues au paragraphe 1.3 de la présente convention.

La présente convention, conclue en application de l'article L. 321-1-1 du CCH, a pour objet de déterminer les conditions de gestion des aides par l'Anah et de fixer leurs modalités de paiement par l'Agence. Elle prévoit les conditions de gestion par l'Anah des conventions conclues en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 et du formulaire appelé « Engagements du bailleur » lorsque celles-ci concernent des logements faisant l'objet de travaux subventionnés par l'Anah, sur crédits délégués.

Article 1er : Objectifs et financements

§ 1.1 Objectifs

Sur la base des objectifs figurant au programme d'actions du 6ème P.L.H. Durable, il est prévu la réhabilitation de 2164 logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides.

Dans le cadre de cet objectif global, sont projetés sans double compte :

- a) le traitement de 382 logements (1) indignes (5), notamment insalubrité, péril, risque dont 59 logements pour 2011 soit 9 logements de propriétaires occupants et 50 logements de propriétaires bailleurs,
- b) le traitement de 372 logements (1) très dégradés (5) dont 53 logements pour 2011 soit 8 logements de propriétaires occupants et 45 logements de propriétaires bailleurs,
- c) le traitement de 166 logements (1) de propriétaires bailleurs (hors habitat indigne et très dégradé) dont 25 pour 2011.
- d) le traitement de 1 244 logements occupés par leurs propriétaires au titre notamment de la lutte contre la précarité énergétique ou de l'aide pour l'autonomie de la personne (hors habitat indigne et très dégradé), dont 179 pour l'année 2011.
- e) autres objectifs particuliers :

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionné (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

Parmi ces logements, il est prévu de conventionner 720 logements à loyer social et 40 logements à loyer intermédiaire.

Ces objectifs se déclinent ainsi pour 2011 : 120 logements conventionnés dont 50 logements indignes, 45 logements très dégradés et 25 logements dégradés.

Ces objectifs se déclinent sur différents quartiers et communes qui concentrent les problématiques suivantes :

- logement potentiellement indigne,
- logement de propriétaires occupants modeste
- logements vacants,
- vieillissement de la population,
- etc.

Sur la période 2011-2016, il est prévu d'intervenir par des O.P.A.H sur les secteurs suivants :

- O.P.A.H des Rives de Meurthe de Nancy qui a été prorogée jusqu'en fin 2012 et qui est composé d'un parc ancien, occupé par de nombreuses personnes âgées et ménages modestes et où les logements vacants et très dégradés sont importants. Il s'articule avec la ZAC Austrasie toute proche.

- O.P.A.H. Cœur de ville de Nancy qui devrait être lancée en 2013 et qui est composé d'un parc très ancien où la problématique de la réhabilitation durable de ce patrimoine remarquable est un véritable enjeu et va faire l'objet par ailleurs d'une révision de son Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur. L'OPAH sera déclinée par secteurs géographiques adaptés (rappel du 1.2.2, du 1.2.3 et de l'annexe 1 de la convention de délégation de compétence).

- O.P.A.H Saint Max, qui doit s'achever au 31 décembre 2011 et qui concentre de la vacance, est occupée par des ménages modestes et vieillissants. Elle doit notamment favoriser les travaux d'autonomie et la production de logement conventionnés sociaux dans le parc existant car la commune n'a plus de disponibilité foncière et s'approche du seuil des 20 % de logements sociaux.

- O.P.A.H Tomblaine qui débutera mi 2011 pour 3 ans, est concernée par de nombreux propriétaires occupants modestes qui sont logés dans un parc reconstruit après guerre et dans des secteurs pavillonnaires énergivores construits avant 1975.

Sur la période 2011-2016, il est prévu d'intervenir par des P.I.G. sur les thématiques suivantes :

- P.I.G. de lutte contre l'habitat très dégradé et la précarité énergétique lancé en avril 2010 est mis en place sur les 20 communes hors secteurs d'O.P.A.H avec des actions plus ciblées sur des communes comme Jarville-la-Malgrange, Malzéville et les quartiers de Nancy : Trois Maisons, Mon désert. D'un objectif de 60 logements de propriétaires bailleurs et 6 propriétaires occupants pour la première année, ce programme sera redimensionné en avril 2011 afin de tenir compte des réorientations de l'ANAH et du programme national Habiter mieux.

- P.I.G. Habiter mieux sera lancé en mai 2011 et pour 3 ans dans un premier temps, il permettra d'intervenir sur l'agglomération (hors secteurs d'O.P.A.H), de répondre aux objectifs du P.L.H. et également aux priorités de l'ANAH et surtout au programme national Habiter mieux.

Ces O.P.A.H et P.I.G. permettront de couvrir l'intégralité du territoire communautaire et de traiter l'intégralité des priorités du P.L.H. et de l'ANAH.

La programmation pluriannuelle prévisionnelle de la réalisation des objectifs est rappelée dans l'annexe 1.

Pendant la durée de la convention, le Président du Grand Nancy établit le programme d'actions intéressant son ressort conformément au 1° de l'article R. 321-10-1 du CCH.

§ 1.2 Montants des droits à engagement

Le montant prévisionnel des droits à engagement alloués au délégataire, dans la limite des dotations ouvertes, incluant les aides aux propriétaires et les subventions éventuelles pour ingénierie de programmes est de 17 253 806 euros pour la durée de la convention (décliné de manière prévisionnelle par année et par objectif dans l'annexe 1).

Le montant alloué pour l'année 2011 est de 2 597 778 euros. Pour les années ultérieures, un avenant annuel précisera la dotation allouée en fonction de la réalisation des objectifs et des niveaux de consommation de l'année précédente, dans la limite de l'enveloppe pluriannuelle initiale.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article 1.1 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le délégué de l'Anah dans le département peut minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

La persistance d'un écart de réalisation au terme de 3 exercices consécutifs peut conduire les parties à réviser les objectifs et les droits à engagement de la présente convention et/ou leur déclinaison pluriannuelle. L'évaluation à mi-parcours décrite à l'article VI-5-1 de la convention conclue entre l'Etat et le délégataire sera l'élément essentiel pour dimensionner cet ajustement.

§ 1.3 Aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique (programme « Habiter mieux »)

Lorsqu'un contrat local d'engagement (CLE) est conclu sur le territoire du délégataire, ce dernier attribue les aides du Fonds d'aide à la rénovation thermique dans les conditions définies par l'arrêté du 6 septembre 2010 relatif au règlement des aides du FART et par l'instruction de la directrice générale de l'Anah du 8 octobre 2010 relative aux aides du FART pouvant être octroyées en complément des aides de l'Anah.

Les droits à engagement seront ouverts au délégataire par l'Anah.

Le paiement de l'aide du FART fait l'objet d'un ordre de paiement spécifique transmis à l'agent comptable en même temps que celui relatif à l'aide de l'Anah.

Les versements éventuels des aides s'effectuent dans les mêmes conditions que celles définies au paragraphe 8.3 de la présente convention.

§ 1.4 Aides propres du délégataire

Le montant global prévisionnel des droits à engagement que le délégataire consacrera à l'habitat privé pour la durée de la convention est de 1.962.000 euros (décliné à l'annexe 1).

Les engagements relatifs à l'attribution de ces aides propres pour l'année 2011 pourront s'élever à 327.000 euros (montant identique ou supérieur aux crédits de paiement à fixer par le délégataire) incluant les droits à engagement complémentaires à l'aide du FART à hauteur de 48.000 €.

Le montant affecté par le délégataire pour cette même année est de 327.000 euros en crédits de paiement.

Un avenant annuel viendra préciser l'enveloppe affectée pour les années ultérieures.

(1) *propriétaires occupants, propriétaires bailleurs et syndicats de copropriétaires*

(5) *cf. instructions de l'Anah sur les définitions de l'habitat indigne, très dégradé et dégradé (grille d'évaluation)*

Article 2 : Recevabilité des demandes d'aides**§ 2.1 Règles d'octroi des aides attribuées sur crédits Anah**

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah – c'est à dire des articles R. 321-12 à R. 321-21 du Code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'Agence, des décisions du Conseil d'administration, des instructions du Directeur général qui sont transmises aux délégataires, des dispositions inscrites dans des conventions particulières, du contenu du programme d'actions territorial et de la présente convention de gestion, dont les règles particulières éventuelles développées ci-après - en vigueur au moment du dépôt de la demande de subvention.

Des règles particulières d'octroi des aides sont définies en annexe 2 dans les limites fixées par l'article R. 321-21-1 du CCH. La définition de ces règles ainsi que les modifications qui peuvent leur être apportées ne peuvent intervenir que dans des délais suffisants, convenus entre les parties, pour l'information des demandeurs et/ou l'adaptation des outils.

Article 3 : Instruction et octroi des aides aux propriétaires**§ 3.1 Instruction et octroi des aides de l'Anah**

Les décisions d'attribution et de rejet des demandes d'aide sont prises conformément aux dispositions des articles R. 321-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation et du règlement général de l'agence.

Les dossiers de demande de subvention sont déposés à la délégation locale de l'Anah.

Les demandes d'aides sont établies au moyen de formulaires édités sous la responsabilité de l'Anah. Elles sont instruites par le délégué de l'agence dans le département selon la réglementation applicable à l'Anah en tenant compte des modalités d'attribution définies à l'article 2 ci-dessus. Sont concernées les demandes d'aides relatives à des travaux qui seront exécutés sur des immeubles situés dans le ressort territorial du délégataire.

Les conditions d'impression des formulaires sont définies en annexe 4.

A l'issue de l'instruction, le délégué de l'agence dans le département transmet au délégataire les propositions de décision et de notification et tous les éléments utiles concernant les dossiers. Le cas échéant, le délégataire consulte la CLAH dans les cas prévus par son règlement intérieur. Il en assure le secrétariat.

Le délégataire procède à la notification des décisions aux bénéficiaires et en adresse une copie au délégué de l'agence dans le département.

Ces courriers comportent les logos du délégataire et de l'Anah et indiquent, s'il y a lieu, distinctement la part de chacun.

A la demande du délégataire, le délégué de l'agence dans le département procède aux notifications des décisions aux bénéficiaires. Dans ce cas, le délégué de l'agence dans le département en adresse une copie au délégataire.

Ces courriers de notification doivent comprendre les clauses impératives restituées en annexe 4.

Article 4 : Subventions pour ingénierie de programmes

Des subventions pour ingénierie de programmes (article R. 321-16 du CCH) peuvent être attribuées par le délégataire, soit à lui-même en tant que maître d'ouvrage d'une opération, soit à d'autres maîtres d'ouvrages ressortissant de son territoire.

Le cas échéant, il précisera également la part de ses aides propres qu'il entend consacrer à l'ingénierie.

Ces subventions sont imputées sur les enveloppes de droits à engagement réservées dans le budget de l'Anah et gérées au nom et pour le compte du délégataire.

Les règles applicables pour l'attribution de ces subventions sont celles définies par la réglementation de l'Anah.

Les dossiers de demandes de subventions faites au délégataire sont instruits par le délégué de l'agence dans le département qui prépare la décision d'attribution de subvention qui est signée par le délégataire. La notification est assurée par le délégataire qui en adresse copie au délégué de l'agence dans le département.

Le délégataire s'engage à transmettre au délégué de l'agence dans le département une copie des conventions de programmes signées dans un délai de deux mois à compter de leur signature. Cette transmission doit avoir lieu exclusivement par la voie électronique.

Le délégataire transmet également au délégué de l'agence dans le département et dans la région les conclusions des études préalables et le bilan des opérations programmées.

Article 5 : Paiement des aides**§ 5.1 Paiements des subventions aux propriétaires**

Les demandes de paiement sont instruites par le délégué de l'agence dans le département selon des règles identiques à celles de l'engagement.

Les demandes de paiement déposées auprès du délégataire sont transmises sans délai au délégué de l'agence dans le département.

Le paiement et le mandatement de la dépense sont effectués dans les conditions fixées par la réglementation applicable à l'Anah.

Lors de la mise en paiement des subventions, les vérifications du délégué de l'agence dans le département s'appliquent aux éléments définis par le Règlement général de l'agence notamment en ce qui concerne la justification des travaux effectués qui porte sur la régularité et la conformité des factures présentées par les bénéficiaires par rapport au projet initial.

Les documents nécessaires au paiement des subventions à savoir les fiches de calcul et les bordereaux récapitulatifs d'ordres de paiement revêtus de la signature du délégué de l'agence dans le département valant attestation de service fait et ordre de payer, accompagnés des pièces justificatives correspondantes sont établis par le délégué de l'Agence dans le département. Ils sont transmis à l'agent comptable de l'Anah. Le visa et le paiement de ces subventions sont effectués sous réserve de la disponibilité des crédits, par et sous la responsabilité de l'agent comptable.

Les pièces justificatives des paiements sont jointes au compte financier produit annuellement par l'agent comptable à la Cour des comptes.

Les avis de paiement des subventions sont adressés aux bénéficiaires par l'Anah et indiquent, en cas de gestion par l'agence des aides propres définies au paragraphe 2.2 de la présente convention, les participations financières de chacun des partenaires.

L'Anah met à disposition du délégataire, au moyen de son outil Infocentre, la liste des paiements aux bénéficiaires des subventions contenant les noms, adresses et les montants respectifs décrits ci-dessus.

§ 5.2 Paiements des subventions relatives aux prestations d'ingénierie des programmes

Pendant toute la durée de la convention, le paiement de ces subventions est assuré par l'Anah au profit des bénéficiaires sur la base des décisions prises par le délégataire, conformément à l'article 4.

Le bénéficiaire de la subvention adresse au délégué de l'agence dans le département une demande de paiement par opération concernée, accompagnée des pièces justificatives correspondantes.

Les demandes de paiement déposées auprès du délégataire sont transmises sans délai au délégué de l'Agence dans le département.

Le paiement et le mandatement de la dépense sont effectués dans les conditions fixées par la réglementation applicable à l'Anah. Le dossier de paiement est instruit sur la base des documents produits par le bénéficiaire.

L'ordre de paiement revêtu de la signature du délégué de l'agence dans le département pour valoir attestation de service fait et ordre de payer, est transmis à l'agent comptable de l'Anah. Le visa et le paiement de ces subventions sont effectués sous réserve de la disponibilité des crédits, par et sous la responsabilité de l'agent comptable.

Les pièces justificatives des paiements sont produites dans les mêmes conditions que celles des subventions aux propriétaires.

Le délégataire s'engage à assurer la conformité des conventions de programmes dont il serait l'initiateur et le signataire avec les clauses de la présente convention.

Article 6 : Modalités de gestion des droits à engagement et des dépenses

§ 6.1 Droits à engagement

Le montant annuel des droits à engagement alloué à l'habitat privé fait l'objet d'une réservation, dans la comptabilité budgétaire de l'Anah, dans les conditions suivantes :

- première année d'application de la convention :

- * 80 % du montant des droits à engagement de l'année, dans les 15 jours qui suivent la réception par l'Anah de la convention signée,
- * le solde des droits à engagement de l'année au plus tard le 30 septembre après examen par le délégué de l'agence dans la région d'un état d'avancement de la réalisation des objectifs et d'une projection sur la fin de l'année, transmis par le délégataire.

- à partir de la seconde année :

- * une avance de 30% du montant des droits à engagement initiaux de l'année N-1 au plus tard en février,
- * régularisée à hauteur de 80 % des droits à engagement de l'année dès réception par l'Anah de l'avenant signé mentionné au § 1.2,
- * le solde des droits à engagement de l'année est libéré en totalité ou en partie au plus tard le 30 septembre après examen par le délégué de l'agence dans la région d'un état d'avancement de la réalisation des objectifs et d'une projection sur la fin de l'année, transmis par le délégataire.

Les droits à engagement Anah alloués au délégataire pour l'année considérée ainsi que le cas échéant ceux sur budget propre que le délégataire entend engager au titre de la même année sont gérés au nom et pour le compte de celui-ci par le délégué de l'agence dans le département.

Les modalités de fourniture de l'état d'avancement de la réalisation des objectifs et d'une projection sur la fin de l'année sont définies à l'article II-5-1-3 de la convention conclue entre l'Etat et le délégataire.

Conformément au §1.2, les parties peuvent réviser les droits à engagement en cas d'écart de réalisation.

Article 7 : Traitement des recours

Le traitement des recours gracieux formés par les demandeurs et les bénéficiaires des subventions sur les décisions du délégataire relève de sa compétence. L'Anah instruit pour le compte du délégataire les recours gracieux formés par les bénéficiaires.

L'instruction des recours hiérarchiques formés auprès du conseil d'administration de l'Agence à l'encontre des décisions prises par le délégataire et des recours contentieux est effectuée par l'Anah (service des affaires juridiques). Le délégataire s'engage à fournir l'intégralité des éléments nécessaires à cette instruction.

Pour les besoins de connaissance et de suivi statistique des recours gracieux, le délégataire renseigne chaque année l'annexe 5 relative au bilan des recours gracieux et le transmet au délégué de l'Agence dans le département au plus tard pour le 15 février de chaque année.

Pour les dossiers engagés avant la délégation de compétence, lorsqu'une décision de retrait de subvention est annulée (suivant le cas, par le délégué de l'agence dans le département, le précédent délégataire, le Conseil d'administration de l'Anah, le directeur général par délégation ou le Tribunal administratif), il appartient au délégataire d'exécuter la décision de réengagement comptable qui s'ensuit sur les crédits délégués par l'Anah.

Article 8 : Contrôle et reversement des aides

§ 8.1 Politique de contrôle interne

Une politique de contrôle interne est définie par le délégué de l'agence dans le département et ses conditions de mise en œuvre sont revues annuellement. Elle doit permettre d'assurer la régularité et la qualité de l'instruction des dossiers.

Elle est transmise pour information au délégataire.

Un bilan annuel de ces contrôles sera transmis à la direction générale de l'Anah.

§ 8.2 Contrôle du respect des engagements souscrits par les bénéficiaires des aides auprès de l'Anah

Les contrôles du respect par les bénéficiaires des subventions des engagements souscrits vis-à-vis de l'Agence sont effectués par l'Anah.

§ 8.3 Reversement des aides

S'il s'avère que l'aide a été obtenue à la suite de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses, le reversement est de plein droit exigé. En cas de méconnaissance de la réglementation de l'Anah, sans préjudice de poursuites judiciaires, le reversement total ou partiel des sommes déjà versées est prononcé, après consultation de la CLAH, par le président du Grand Nancy ayant attribué la subvention lorsque la décision de reversement est prise avant le versement du solde de l'aide.

Les décisions de reversement sont transmises sans délai à la délégation locale pour notification par l'Anah au bénéficiaire de la subvention.

Lorsque la décision de reversement intervient après le versement du solde de la subvention, elle est prise par le directeur général de l'Anah après consultation de la CLAH.

Dans le cas d'une décision prise sur la base de fausses déclarations ou de manœuvres frauduleuses ou en cas de non-respect des règles ou des engagements souscrits en application des conventions conclues, le conseil d'administration de l'agence ou le directeur général par délégation, obligatoirement informé par le délégataire, peut prononcer les sanctions prévues à l'article L. 321-2 du CCH.

Le délégataire statue à son niveau le cas échéant sur le reversement des aides attribuées sur son budget propre.

§ 8.4 Recouvrement des sommes sur crédits délégués de l'Anah ayant donné lieu à décision de reversement du délégataire

Le recouvrement est effectué par l'agence selon les règles applicables au recouvrement des sommes dues aux établissements publics nationaux à caractère administratif.

Les titres correspondants sont émis et rendus exécutoires par le directeur général de l'Anah.

Article 9 : Instruction, signature et suivi des conventions à loyers maîtrisés avec travaux

§ 9.1 L'instruction des demandes de conventionnement des logements subventionnés sur crédits délégués de l'Anah

L'instruction des conventions prévues aux articles L. 321-4 ou L. 321-8 (ainsi que du document mentionné à l'article R. 321-30 du CCH récapitulant les engagements du bailleur) est assurée dans les mêmes conditions que la demande de subvention à laquelle elles se rattachent (cf. § 3.1).

§ 9.2 Signature des conventions à loyers maîtrisés concernant les logements subventionnés sur crédits délégués de l'Anah

Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au conventionnement avec l'Anah, le président du Grand Nancy signe les conventions conclues entre les bailleurs et l'Anah en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 qui concernent des logements pour lesquels il a pris une décision d'attribution de subvention sur crédits délégués de l'Anah.

Après achèvement des travaux, le délégué de l'agence dans le département réceptionne la convention et le document mentionné à l'article R. 321-30 du CCH récapitulant les engagements du bailleur et le présente pour signature au délégataire. Celui-ci retourne les documents au délégué de l'agence dans le département qui procède à leur envoi au bénéficiaire.

Les courriers utilisés, les conventions et le document récapitulant les engagements du bailleur comportent les logos du délégataire et de l'Anah.

Les avenants éventuels à ces conventions sont signés dans les mêmes conditions que la convention initiale. Le même principe est appliqué pour les prorogations du document « Engagements du bailleur ».

§ 9.3 Suivi des conventions à loyers maîtrisés conclues en application des articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH

La gestion et le suivi de ces conventions (enregistrement de toute modification, instruction des avenants...) ainsi que la communication des informations auprès des administrations compétentes (relations avec la CAF et la MSA, information de l'administration fiscale, etc...) relèvent du délégué de l'agence dans le département.

Article 10 : Date d'effet - Durée de la convention

La présente convention a la même durée que la convention de délégation de compétence conclue en application de l'article L. 301-5-1 du CCH. Elle prend effet et fin aux mêmes dates. Avant l'échéance de la convention, le délégataire s'engage à informer le délégué de l'agence dans le département, dans les conditions prévues par l'article VI-5-2 de la convention de délégation de compétence, de sa volonté de renouveler ou non la présente convention.

Au terme de la convention, si celle-ci n'est pas renouvelée, une convention de clôture déterminera les modalités de gestion correspondantes aux dossiers déjà engagés.

Si elle est renouvelée et que les aides propres du délégataire étaient gérées par l'Anah, il est procédé à une reddition des comptes.

La convention prend effet le 1er janvier 2011 pour une durée de 6 ans.

Article 11 : Demandes de subvention en instance à la date d'effet de la convention

La présente convention s'applique aux dossiers de demandes de subvention concernant des immeubles situés sur le territoire délégué déposés à compter du 1er janvier 2011.

Les dossiers de demande de subventions déposés l'année précédente de l'année de prise d'effet de la convention sur le même territoire qui n'auront pu faire l'objet d'une décision avant le 1er janvier de l'année de prise d'effet de la convention, seront repris par le délégataire et instruits sur la base de la réglementation applicable à la date de leur dépôt.

Les demandes complémentaires aux dossiers agréés avant la délégation de compétence feront l'objet d'une nouvelle demande et seront traitées selon la réglementation applicable à la date de dépôt de ce nouveau dossier.

Article 12 : Suivi et évaluation de la convention**§ 12.1 Mise à disposition des éléments de suivi**

L'Anah fournit au délégataire les éléments nécessaires qui lui permettent de satisfaire aux obligations de suivi et d'évaluation prévues au titre VI de la convention de délégation de compétence.

A cet effet, est mis à disposition du délégataire un accès à l'outil Infocentre qui lui permet d'accéder aux informations suivantes :

- La liste des décisions d'attribution par le délégataire des aides à l'habitat privé (y compris celles que le délégataire apporte éventuellement sur son budget propre).
- Le tableau de bord financier relatif aux décisions d'attribution des aides permettant le suivi des consommations par rapport aux droits à engagement.
- Un tableau de bord logements/travaux cumulant les réalisations en nombre de logements subventionnés, en montant de subventions et en montant de travaux.

L'Anah pour le compte du délégataire transmet au ministère chargé du logement les informations de suivi nécessaires à l'application de l'article VI-1 de la convention de délégation de compétence.

§ 12.2 Rapport annuel d'activité

Conformément au II de l'article R. 321-10 du CCH, chaque année, le délégataire établit un rapport d'activité, et consulte la Commission locale d'amélioration de l'habitat avant de le transmettre au délégué de l'agence dans le département.

§ 12.3 Désignation d'un correspondant fonctionnel

Le délégataire désigne un correspondant fonctionnel, destinataire de l'ensemble des communications de l'Anah et interlocuteur direct de l'agence pour l'activité d'instruction.

Le correspondant désigné par le délégataire est :

Nelly MONGEOIS
Directrice de l'Habitat et de la Rénovation urbaine du Grand Nancy
22-24 viaduc Kennedy CO 80036 54035 NANCY Cedex
Tél : 03.83.91.82.67
nelly.mongeois@grand-nancy.org

Article 13 : Confidentialité des données

Les données relatives aux actions de l'Anah font l'objet d'une exploitation statistique notamment par le biais de l'outil Infocentre ouvert dans le système d'information de l'agence auquel ont accès les délégataires.

Le délégataire s'engage à ne pas donner l'accès à Infocentre à des personnes extérieures à son administration et à adresser à la délégation locale de l'Anah, dans les meilleurs délais après la signature de la convention de gestion, la liste des personnes internes à son administration et qui auront un droit d'accès à Infocentre.

Article 14 : Conditions de révision

S'il le souhaite, le délégataire peut demander que soit substituée à la présente convention une autre convention de gestion dans les conditions prévues à l'article L. 321-1-1 du CCH. Cette substitution ne peut produire d'effet qu'au 1er janvier de l'année suivant la conclusion de la nouvelle convention.

Les dossiers ayant fait l'objet d'une décision d'attribution dans le cadre de l'ancienne convention de gestion continuent à être gérés selon les modalités de la précédente convention.

Article 15 : Conditions de résiliation

La résiliation de la convention de délégation de compétence conclue en application de l'article L. 301-5-1 du CCH entraîne de facto la résiliation de la présente convention.

Un accord de clôture déterminera les modalités de gestion des dossiers déjà engagés y compris le cas échéant ceux relatifs aux aides propres.

Nancy, le 14 juin 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Adolphe COLRAT

Le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
André ROSSINOT

ANNEXES

Annexe 1: Objectifs de réalisation de la convention et tableau de bord

Annexe 2 : Règles particulières de recevabilité et conditions d'octroi des aides de l'Anah et des aides attribuées sur budget propre du délégataire gérées par l'Anah

Annexe 3 : Modalités de versement des fonds par le délégataire (annexe obligatoire si les aides propres du délégataire sont gérées par l'Anah) : sans objet à la signature de la présente convention

Annexe 4 : Formulaire et modèles de courriers type

Annexe 5 : Bilan des recours gracieux

L'ensemble des annexes est consultable à la direction départementale des territoires – service habitat – place des Ducs de Bar – 54000 NANCY.

SERVICE NAVIGATION DU NORD-EST**Arrêté du 17 juin 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique**

La Chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU l'arrêté ministériel du 7 janvier 2011 nommant Mme Corinne de LA PERSONNE, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 1er février 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.BI.55 du 10 juin 2011 accordant délégation de signature à Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique, par le Préfet de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté du 4 février 2011 portant subdélégation de signature de Mme Corinne de LA PERSONNE, en matière d'ingénierie publique ;

ARRETE

Article 1er : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.55 du 10 juin 2011 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint à la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est ;

- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement de A. MAGNIER à M. Daniel BALY, adjoint ;

- M. Xavier MANGIN, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de X. MANGIN à Mlle Christelle BARASSI, secrétaire générale adjointe.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 4 février 2011.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'État.
Nancy, le 17 juin 2011

La Chef du Service Navigation du Nord-Est
Corinne de LA PERSONNE

AUTRES SERVICES**GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Arrêté du 16 juin 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. le Colonel Francis PACCAGNINI, Commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle**

Le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

- le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie ;

- le décret du président de la République en date du 16 mai 2008 nommant M. Francis PACCAGNINI au grade de colonel ;

- l'ordre de mutation 034524 DEF/GEND/RH/P/PO en date du 12 mars 2008 désignant le colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle ;

- l'arrêté préfectoral n° 11.BI.21 en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

ARRETE

Article 1er : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.21 en date du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. le colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux militaires suivants :

- M le Lieutenant-colonel Jean-Paul TISSIER, commandant en second le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle pour signer :

« les décisions de remises aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 de l'ordonnance n° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile .

Les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par l'État, à l'occasion de services d'ordre et de relations publiques exécutés à la demande de tiers par les effectifs du groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, ainsi que la convention particulière établie à chaque rencontre sportive détaillant les moyens en personnels et en moyens mis en œuvre par l'État. »

Article 2 : Le colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juin 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de Meurthe-et-Moselle,
Colonel PACCAGNINI

AVIS ET COMMUNICATIONS**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT****DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES****AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME, RISQUES****Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 53027 du 27 juin 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de HEILLECOURT**

Par arrêté préfectoral n° 53027 en date du 27 juin 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement ZAC Immobilier sur Mesure, parc d'activités Nancy porte sud, sur la commune de HEILLECOURT.

AUTRES SERVICES

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU

Avis de recrutement sans concours de 5 adjoints administratifs hospitaliers de 2° classe au centre psychothérapique de Nancy Laxou

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié par décret n°2007-1184 du 3 août 2007 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 1er septembre 2011 un recrutement sans concours de 5 adjoints administratifs de 2ème classe.

Conditions d'inscription :

Conditions générales :

Aucune condition de titres ou diplômes n'est exigée.

Dispositions particulières :

La sélection des candidats est confiée à une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un CV détaillé précisant les formations suivies et les emplois occupés (en précisant la durée) est à adresser à :

Monsieur le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines par intérim
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

**au plus tard deux mois à compter de la date de publication de cet avis au recueil des actes administratifs,
le cachet de la poste faisant foi.**

Laxou, le 15 juin 2011

Pour le Directeur,
Le Directeur Adjoint, Chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE

Avis de concours sur titres du 14 juin 2011 pour le recrutement d'un préparateur en pharmacie hospitalière

En application du décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié, portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la fonction hospitalière, le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville organise un concours sur titres en vue de pourvoir quatre postes de préparateur en pharmacie hospitalière vacants dans cet établissement.

Peuvent faire acte de candidature, les personnes titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière ou d'une autorisation d'exercer la profession de préparateur en pharmacie hospitalière accordée aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.

Les candidatures doivent être adressées, par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi, à

Madame le Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales
Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
BP 60327 - 57126 THIONVILLE

dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis.

Les dossiers d'inscription sont à retirer à la Cellule des Qualifications professionnelles du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville -Téléphone : 03 82 55 80 16.

Metz, le 14 juin 2011

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales,
Philippe BOUC

Avis de concours interne sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement de cadres de santé filière infirmière

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir les postes suivants vacants dans cet établissement :

cinq postes de cadre de santé, filière infirmière

Peuvent être admis à concourir :

- Les fonctionnaires hospitaliers :

titulaires du diplôme de cadre de santé

* relevant des corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers

* comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs accomplis dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière :

* titulaires de l'un des diplômes d'accès aux corps régis par le décret n°88-1077 du 30 novembre 1988

* titulaires du diplôme de cadre de santé

* ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière infirmière

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis

Metz, le 15 juin 2011

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales,
Philippe BOUC

Avis de concours externe sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement d'un cadre de santé filière infirmière

Un concours externe sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir le poste suivant vacant dans cet établissement :

un poste de cadre de santé, filière infirmière

Peuvent être admis à concourir les candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,
- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent,
- ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis

Metz, le 15 juin 2011

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines
et des Relations Sociales
Philippe BOUC

Avis de concours interne sur titres du 15 juin 2011 pour le recrutement d'un cadre de santé, filière médico-technique

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir les postes suivants vacants dans cet établissement :

un poste de masseur kinésithérapeute, cadre de santé

Peuvent être admis à concourir :

- Les fonctionnaires hospitaliers :

titulaires du diplôme de cadre de santé

* relevant des corps régis par le décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques

* comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps régis par le décret précité

- Les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière :

* titulaires de l'un des diplômes d'accès aux corps régis par le décret n°89-613 du 1er septembre 1989

* titulaires du diplôme de cadre de santé

* ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel de la filière médico-technique

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis

Metz, le 15 juin 2011

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines
et des Relations Sociales
Philippe BOUC

